

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** & **A. PÉRIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :  
**Gaston CALMETTE**  
 TÉLÉPHONE : 102.48 Rédaction  
 102.47 Administration  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESANT**  
 Fondateur  
 RÉDACTION  
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS  
 ABONNEMENT  

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	35	75
Union Postale.	21	40	85

 On s'abonne par tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## Picquart et Marchand

Un philosophe du siècle passé, le marquis de Vauvenargues, a énoncé, avec beaucoup de justesse et de profondeur, cette maxime : *C'est une marque de médiocrité, que d'admirer toujours modérément.*

Depuis plusieurs années, le malheur des temps, la vulgarité des choses, la petitesse des hommes nous avaient sévèrement de tout sujet d'admiration. Nous étions obligés de vivre platement, sans que rien, dans les événements publics, vint répondre à ce besoin d'enthousiasme qui élève l'humanité au-dessus de sa misère, et qui semble parfois nous délivrer des fatalités pesantes auxquelles est attachée notre condition. De toutes parts, nous étions obsédés par la contagion des médiocres, et scandalisés par le triomphe de la médiocrité. Les politiciens d'arrondissement étaient attablés dans les palais nationaux, et présentaient, à leur taille la France de Richelieu, de Colbert, de Dupleix, de Turgot, de Guizot, de Duruy, de Gambetta, de Ferry... Quelques dilettantes, grimpés comme des singes aux places laissées vacantes par la mort de nos grands écrivains, faisaient la grimace devant l'aimable société, tiraient la langue, grinçotaient des épithètes et croyaient continuer, par ces pauvres moyens, la glorieuse histoire de la littérature française.

Et voilà que, tout à coup, nous avons oublié les blagueurs et les pitres. Nous avons pu détourner nos yeux des barreaux et des boutiques où le vacarme des boniments se mêle à un cliquetis de gros sous. Assez de charlatanisme ! assez de cabriolets ! Nous sommes las des rhéteurs, des sauteurs, des baladins. Nous avons pu, enfin, contempler face à face, dans la réalité vivante, l'esprit de noblesse et de générosité, la flamme de vaillance et de franchise, la sublimité d'abnégation et le charme de chevalerie qui, Dieu merci ! n'ont point péri avec les antiques héros de nos époques nationales, et continueront, longtemps encore, d'imposer à l'estime de tous les peuples la race sérieuse et aventureuse des Français.

La figure jeune, grave et pensive du commandant Marchand a dominé, pendant quelques jours, nos tumultes et nos oûtes. Nous avons vu, au-dessus des foules agitées et des passions mauvaises, apparaître, en un décor gracieux et triomphal de drapeaux et de fleurs, un haut exemple de droiture, de vaillance et de loyauté.

Attentif à l'acclamation touchante des humbles, qui montait vers lui en ru-mours d'allégresse et en cris d'amour, ce noble soldat, élevé par son rêve et par ses exploits en des régions sereines où ne doit pas retentir l'écho de nos discordes, n'a prêté qu'une oreille distraite aux voix méchantes qui voulaient lui prêcher la haine et la sédition.

Sévère dans sa belle tenue militaire, il n'a pas accordé son audience aux bourgeois surexcités, dont les gibus et les vestes ridicules s'efforçaient d'entraîner hors du droit chemin les galons neufs de son dolman, son panache héroïque, sa cocarde tricolore et son épée française.

Les héros authentiques sont habitués d'avance aux pires dangers. On dirait qu'ils ont le don surhumain de tout prévoir. Impassible dans cet orage, le commandant Marchand, après une si rude campagne et de si mémorables prouesses, ne pouvait être ému par le spectacle des visages convulsés et des âmes troubles dont l'indiscrétion n'a pas réussi à le séparer du peuple, ni à gêner son triomphe, ni à faire fléchir sa volonté.

Quand on a résisté, de si superbe façon, aux insurrections des brigands Missitou et Mayoké, aux paniques des Karsars, aux miasmes pestilentiels du fleuve M'Bomou, aux tornades de la rivière Souah, aux famines et aux fièvres de Mbia et de Roubek, aux éléphants du Bahr-el-Ghazal, aux roselières et aux hippopotames du Nil blanc, aux Deriviches de Fachoda, on n'est vraiment pas exposé à faiblir parce qu'il plait à quelques sots de prodigier, sur le passage d'un glorieux explorateur, la danse des sorcières de Macbeth.

Je viens de lire, dans la *Revue de Paris*, un rapport détaillé sur la mission Marchand. L'auteur de cette relation véridique s'exprime ainsi : « Le plus bel hommage que l'on puisse rendre au commandant Marchand et à ses compagnons est de raconter ce qu'ils ont fait. Le récit, simple, précis des difficultés de toute nature qu'ils ont surmontées pendant cette campagne de trois années fera comprendre et admirer l'énergie et l'endurance de ces hommes et les qualités supérieures du chef qui a su obtenir cette unanimité d'héroïsme. »

On ne saurait mieux dire. Les quatorze collaborateurs immédiats du commandant Marchand méritent, chacun en ce qui le concerne, la reconnaissance du pays.

Le capitaine d'artillerie de marine Germain a intelligemment secondé, en tout lieu, en toute circonstance, le chef de l'expédition.

Le capitaine de cavalerie Barlatier faillit périr dans les marais du Souah, où il erra, en compagnie de l'interprète Landeroin, pendant cinquante jours et cinquante nuits, se nourrissant de la graine des nénufars et de la chair des hippopotames.

Le capitaine Mangin se signala particulièrement dans l'organisation de la défense de Fachoda contre les mahdistes. Le lieutenant Gouly subcamba, dans la brousse de Mbia, aux attaques d'une de ces fièvres hématuriques qui ne furent

épargnées à aucun des membres de la mission. Il faut les nommer tous : le lieutenant d'infanterie de marine Largeau ; le lieutenant Simon, des bureaux arabes d'Algérie ; le lieutenant Fouque ; le docteur Emily, médecin de la marine ; l'enseigne de vaisseau Dyé, commandant du *Faidherbe* ; l'adjudant de Prat, les sergents Mottuel, Dat, Bernard et Venail, sans oublier MM. Mazure, Guilhot et Castellani.

Les cent soixante tirailleurs soudanais qui ont escorté à travers l'Afrique le commandant Marchand mériteraient tous d'être à l'honneur après avoir été à la peine. Acclamons tous ces braves ! Mais il est juste que la meilleure part de nos hommages et de notre admiration aille au chef qui, dans cette expédition si difficile, a tout organisé, tout conduit, et qui avait tout prévu, sauf l'humiliation douloureuse que l'imprévoyance des politiciens réservait à ses mâles vertus.

Tandis que le commandant Marchand gardait ainsi, malgré la joie des multitudes qui le menaient au Capitole, l'air grave et austère d'un patriote blessé jusqu'au plus profond de son cœur, un autre officier, qui sait, lui aussi, demeurer calme et rester maître de soi au milieu des plus violentes tempêtes, recevait la récompense de son courage et voyait approcher le terme d'une épreuve que la malice des gélidiers et des bourreaux voulut prolonger au delà des forces humaines.

Loin des clameurs de la place publique, le lieutenant-colonel Picquart apprenait que la Cour suprême, gardienne de la Loi, protectrice du Droit, investie de la haute mission de découvrir les iniquités et de châtier les félonies, avait jugé souverainement son procès, devant la France inquiète et l'univers attentif.

Le lieutenant-colonel Picquart voyait enfin s'écrouler, sous un grand souffle de justice, l'édifice monstrueux, amoncelé depuis plus de deux ans pour étouffer, comme en un sépulchre, sa conscience et son honneur. L'invincible puissance de la vérité avait vaincu, encore une fois, le maléfice de la fraude, du mensonge, de la sottise, ligés dans une louche entreprise de lèse-patrie et de lèse-humanité. Un arrêt solennel, rendu d'un consentement unanime, allégeait d'un remords la conscience française. Cette sentence historique dépassait de très haut le cas individuel de l'innocent mis en cause.

Une juridiction sans appel disait, en langage clair et en formules décisives, que la France n'est pas une terre de barbares, et que, chez nous, dans cette contrée d'illustre mémoire de charité traditionnelle et de sérénité loyauté, les sinistres voieries de la haine n'ont jamais prévalu contre le langage du cœur, contre les préceptes de la raison, contre l'injonction du devoir.

En effet, toutes les manifestations violentes des conservateurs auxquels il nous a été donné d'assister, toutes celles, sans exception, que nous racontions l'histoire ont toujours eu pour épigone une aggravation dans la destinée des institutions et des hommes qu'elles devaient venger.

Et cela se conçoit parfaitement. Ces manifestations sont toujours incomplètes. Ainsi, quand on veut s'opposer à l'entrée des crocheteurs dans un couvent, on y va avec des revolvers et l'on brûle des cervelles.

De même, quand on a l'intention de punir la Cour de cassation en la personne du Président de la République, on étrangle le Président.

Agir autrement, c'est imprimer à tous ses actes un caractère informe et embryonnaire qui les rend ridicules, sans les empêcher d'être odieux.

Une fois de plus les messieurs d'Auteuil auront rendu un service considérable à la République, en remettant ensemble tous les républicains et en leur donnant un prétexte plausible pour organiser des représailles contre les personnes compromises à un titre quelconque dans l'affaire.

Nous étions quelques-uns bien décidés à nous opposer à ces représailles par tous les moyens possibles. On discutait avec nous. On faisait valoir la nécessité de montrer par un symbole tangible l'erreur judiciaire et l'innocence de Dreyfus. Mais au fond les gens raisonnables étaient de notre avis quand nous leur disions : « Ne compromettez pas le beau succès que vous venez d'obtenir. Ne le gâchez point par la vengeance. »

Or, les mêmes gens qui, samedi soir, se montraient hésitants, accessibles aux idées de modération, dimanche et hier étaient exaspérés et munis, d'ailleurs, d'un argument difficile à réfuter. Qu'est-ce que vous voulez faire ?

qu'est-ce que vous voulez dire devant cette incommensurable maladresse politique ?

Les auteurs de la gaminerie d'avant-hier ne comprendront probablement jamais que les conflits humains se résolvent toujours par le cerveau ou par les muscles.

S'il s'agit du cerveau, ce n'est pas les offensés que de dire qu'ils ne peuvent pas lutter avec les intellectuels. S'il s'agit des muscles, c'est encore moins les offensés que de dire qu'ils ne peuvent pas lutter avec les contingents socialistes.

Alors ? Alors, fidèles à leurs traditions, ils viennent de jouer un tour pendable à leurs clients de toute espèce, et ils viennent de rendre un service signalé à leurs adversaires de tout poil.

Ils viennent aussi d'organiser pour dimanche prochain, au Grand Prix, une manifestation d'enthousiasme en faveur de M. Loubet.

Et enfin ils viennent de fournir un prétexte facile à un tas de gens qui ne savaient pas comment passer dans le camp révisionniste, et qui vont dire : Ah ! non, si le cri de « Vive l'armée ! » doit être scandé par des coups de canne sur la tête à Loubet, c'est trop ! — J. CORNÉLY.

plendir l'azur du ciel. Et le moment est proche où tous les patriotes, réconciliés, auront la joie d'acclamer, en même temps, ces deux jeunes chefs promis à l'armée nouvelle : Picquart et Marchand.

Tous deux, ils ont repris fièrement l'ancienne devise, impérieuse et simple, qui fut, en maintes rencontres, la bonne conseillère de la nation française :

FAIS CE QUE DOIS ; ADVIENNE QUE POURRA.

Gaston Deschamps.

## Echos

### La Température

Les fortes pressions s'accroissent sur le continent, le baromètre était hier à 768mm ; cependant on signale des pluies en France à Brest, Nantes, Rochefort et Clermont. Sur nos côtes de la Manche et de l'Océan, la mer est très belle. Hier le thermomètre marquait à Paris 20° au-dessus le matin à huit heures et atteignait 31° à trois heures de l'après-midi. Cette période de beaux temps, qui dure depuis la fin du mois de mai, va persister avec température élevée. Dans la soirée, le baromètre restait à 769mm.

### Les Courses

A deux heures, Courses au Bois de Boulogne.—Gagnants de Robert Milton :

Prix du Bois : Saint Médard.  
 Prix de Rueil : Sénateur II.  
 Prix de Nanterre : Royal Oak.  
 Prix Mackenzie-Grievs : Cognac.  
 Prix de Chateau : Little-Monarque.  
 Prix de Saint-Germain : Mixture.

### LES RÉSULTATS D'UN COUP DE CANNE

Si le général Mercier passe devant la Haute Cour, si le général de Pellieux sort un peu cabossé d'une enquête ordonnée contre lui, si l'avocat général Lombard est destitué et le président Tardif déferé au Conseil supérieur de la magistrature, ils devront déposer leurs cartes avec un mot de remerciement chez les messieurs qui ont manifesté dimanche sur le champ de courses.

En effet, toutes les manifestations violentes des conservateurs auxquelles il nous a été donné d'assister, toutes celles, sans exception, que nous racontions l'histoire ont toujours eu pour épigone une aggravation dans la destinée des institutions et des hommes qu'elles devaient venger.

Et cela se conçoit parfaitement. Ces manifestations sont toujours incomplètes. Ainsi, quand on veut s'opposer à l'entrée des crocheteurs dans un couvent, on y va avec des revolvers et l'on brûle des cervelles.

De même, quand on a l'intention de punir la Cour de cassation en la personne du Président de la République, on étrangle le Président.

Agir autrement, c'est imprimer à tous ses actes un caractère informe et embryonnaire qui les rend ridicules, sans les empêcher d'être odieux.

Une fois de plus les messieurs d'Auteuil auront rendu un service considérable à la République, en remettant ensemble tous les républicains et en leur donnant un prétexte plausible pour organiser des représailles contre les personnes compromises à un titre quelconque dans l'affaire.

Nous étions quelques-uns bien décidés à nous opposer à ces représailles par tous les moyens possibles. On discutait avec nous. On faisait valoir la nécessité de montrer par un symbole tangible l'erreur judiciaire et l'innocence de Dreyfus. Mais au fond les gens raisonnables étaient de notre avis quand nous leur disions : « Ne compromettez pas le beau succès que vous venez d'obtenir. Ne le gâchez point par la vengeance. »

Or, les mêmes gens qui, samedi soir, se montraient hésitants, accessibles aux idées de modération, dimanche et hier étaient exaspérés et munis, d'ailleurs, d'un argument difficile à réfuter. Qu'est-ce que vous voulez faire ?

qu'est-ce que vous voulez dire devant cette incommensurable maladresse politique ?

Les auteurs de la gaminerie d'avant-hier ne comprendront probablement jamais que les conflits humains se résolvent toujours par le cerveau ou par les muscles.

S'il s'agit du cerveau, ce n'est pas les offensés que de dire qu'ils ne peuvent pas lutter avec les intellectuels. S'il s'agit des muscles, c'est encore moins les offensés que de dire qu'ils ne peuvent pas lutter avec les contingents socialistes.

Alors ? Alors, fidèles à leurs traditions, ils viennent de jouer un tour pendable à leurs clients de toute espèce, et ils viennent de rendre un service signalé à leurs adversaires de tout poil.

Ils viennent aussi d'organiser pour dimanche prochain, au Grand Prix, une manifestation d'enthousiasme en faveur de M. Loubet.

Et enfin ils viennent de fournir un prétexte facile à un tas de gens qui ne savaient pas comment passer dans le camp révisionniste, et qui vont dire : Ah ! non, si le cri de « Vive l'armée ! » doit être scandé par des coups de canne sur la tête à Loubet, c'est trop ! — J. CORNÉLY.

### A Travers Paris

A la suite des récents événements, un certain nombre de membres de la Ligue de la Patrie française, se rendant compte du véritable but poursuivi par cette association politique, ont adressé leur démission au Comité de la Ligue.

Le scandale d'Auteuil va accentuer encore ce mouvement de démission. Dès hier, l'un des membres les plus éminents de la Ligue de la Patrie française, M. le docteur H. Huchard, membre de l'Académie de médecine, a fait parvenir à M. Jules Lemaitre la lettre suivante :

A M. Jules Lemaitre, président de la Ligue de la Patrie française.

Après les incidents de l'élection présidentielle, je vous ai adressé ma démission de membre du Comité de la Ligue de la Patrie française. Aujourd'hui, je vous prie d'accepter ma démission de membre de la Ligue. Je crains que nous ne différons d'opinion sur les moyens de relever la France, de respecter la justice et d'honorer l'armée.

Agréez, etc.

D<sup>r</sup> H. HUCHARD.

Hier, quelques heures après le retour de M. Zola, une dame, ayant en les bras une énorme gerbe de roses, entra dans la rue de Bruxelles et, après avoir demandé où était la demeure du grand romancier, s'en approcha, jeta ses fleurs sur le seuil de la maison et s'enfuit sans sonner, sans rien dire à personne.

L'intérêt éveillé dans le monde des amateurs par l'exposition et la vente de la collection de feu M. Charles Stein est tel que, dès hier, la galerie Georges Petit a reçu de nombreux visiteurs, alors que l'exposition particulière ne sera ouverte que ce matin.

Il y a là un magnifique ensemble, où toutes les époques de l'art, de l'art français surtout, sont représentées par des pièces peu nombreuses, mais d'une absolue beauté ; les amateurs y trouveront de pures joies, pour peu qu'ils aient la sensation affinée de ce qui échappe à toutes les fluctuations de la mode. On voudrait presque la stabilité d'un musée pour ces faïences italiennes et françaises, ces porcelaines de Chine, ces pâtes tendres de Sèvres, ces émaux et ornements, ces merveilleuses d'orfèvrerie religieuse, ces bijoux, ces montres, ces bronzes, cette dinanderie, ces armes, ces meubles, ces tapisseries, qui tous, aux différentes époques de leur création, émanent d'artistes et d'artistes qui eurent des minutes de génie.

Les tableaux anciens ne sont pas moins curieux, et ils défendent, au milieu de tant de chefs-d'œuvre, le nom de leurs auteurs : Boucher, Breughel, Chardin, Gérard Dow, Guardi, Rubens, Teniers, Wouwerman, etc.

La vente commencera jeudi ; demain, exposition publique.

Demain aura lieu à l'hôtel Drouot, salle numéro 11, la vente, après décès de Mme E. L..., d'œuvres importantes de Delacroix, Corot, Monet, Gérault, Jules Dupré, Diaz, Rodin ; toutes proviennent de la galerie de M. Auguste Vacquerie, qui fut, on le sait, un ardent collectionneur de tableaux de l'époque romantique. Parmi les objets de curiosité, il faut citer deux charmants bustes de fillettes, en terre cuite, d'époque Louis XV, de l'art français le plus pur ; un meuble dont les panneaux intérieurs peuvent être attribués à Breughel ; de beaux meubles du dix-huitième siècle, en marqueterie ou bois doré, etc.

Aujourd'hui, exposition.

### INSTANTANÉ

M. RIOUST DE LARGENTAYE

A été à la fois le héros et la victime de la séance d'hier. Mais on peut chanter de lui, comme dans *Patric* :

Pauvre martyr obscur,  
 Humble héros d'une heure...

M. de Largentaye, en effet, ne s'était pas fait connaître jusqu'à la Chambre. Il y siège pourtant depuis quinze ans, ayant été élu pour la première fois en 1884. Mais jamais encore M. de Largentaye n'était monté à la tribune. Il n'avait même jamais interrompu. On ne connaissait pour ainsi dire pas le son de sa voix.

Pour une fois qu'il ouvre la bouche, cela lui vaut la censure avec exclusion temporaire ; ce n'est vraiment pas encourageant, et il y a gros à parier qu'après cet orage, M. de Largentaye retombera dans son calme et sa sérénité habituels. Jamais homme, en effet, n'eût moins que lui l'aspect d'un agitateur. C'est un bon gros homme de quarante-cinq ans, déjà très bedonnant, rond comme une pomme, à la figure poupine et réjouie, aux yeux étonnés. Son aventure d'hier a paru le stupéfier lui-même. Quand il est venu s'expliquer à la tribune, il jetait autour de lui des regards éfarés. Il avait l'air de dire :

— Est-ce bien moi qui suis à la tribune ?... Et une fois à sa place, quand il attendait les soldats qui allaient l'expulser, il avait repris sa bonne figure épanouie, se demandant s'il ne dormait pas tout éveillé. Quand les soldats entrèrent, il leur fit un petit discours. Ses collègues, autour de lui, criaient : « Bravo ! bravo ! »

La scène n'avait rien de tragique, et M. de Largentaye, encore tout ému de son histoire, s'en alla les mains dans ses poches, en homme qui prend ses vacances un peu plus tôt que ses collègues...

Mme la baronne Burdett-Coutts, de passage à Paris et descendue à l'hôtel du Rhin, nous a fait remettre, pour les Victimes du devoir, une somme de cent vingt-cinq francs, que nous ferons parvenir au Comité de cette œuvre déjà si féconde en beaux résultats.

Cette année, les examens du baccalauréat doivent commencer le 1<sup>er</sup> juillet. Nos jeunes « surmenés » seront donc libérés dès les premiers jours d'août, au lieu de l'être seulement le 15.

Pour une fois, les candidats applaudiront sans restriction à la décision de l'*Alma Mater*, en attendant la suppression si ardemment désirée.

Dans les affaires les plus graves, il y a toujours un petit incident comique. C'est ainsi qu'hier, comme il y avait une réunion de charité à Trianon en fa-

veur de l'Office central, la cour de la gare Saint-Lazare était, à cinq heures, pleine de voitures armoriées qui attendaient le retour de Versailles.

Il y eut un instant d'encombrement dans la cour et dans la rue de la Pépinière, et tout le monde se demandait ce que cela signifiait.

Un de nos amis qui passait par là demanda à un employé de la gare ce que signifiait cette extraordinaire réunion d'équipages :

— Monsieur, répondit gravement l'employé, nous voyons tout et nous ne pouvons rien dire.

Un cocher de maître, consulté à son tour, répondit :

— Monsieur, c'est une réunion de la noblesse à Versailles.

— Mais... ?

— Je ne puis pas en dire davantage !

— Parbleu ! dit un ouvrier, c'est encore la suite des affaires d'hier !

Et les commentaires allaient leur train.

Un peu plus, il y avait une émeute autour de ces voitures.

Dans le défilé des Automobiles de Longchamps fleuri, six voitures de Deauville, admirablement garnies, étaient conduites avec maestria par nos plus charmantes artistes, Mmes de Miramon, Page, Murger, Mary Gillet, Debray, et par Mlle de Viane, de la *Fronde*.

Quelques heures de leçons avaient fait de ces dames d'intrépides chauffeuses : c'est dire que la voiture de Deauville, dont le succès va grandissant, peut être conduite par les mains les plus délicates.

### Hors Paris

Le retour de Dreyfus.  
 Une dépêche de Fort-de-France annonce que le *Sfax* est parti avant-hier soir, à dix heures, pour l'île du Diabie, afin d'y prendre le capitaine Dreyfus et de le ramener en France.

Petit courrier de Monte-Carlo :  
 « Tousjours beaucoup de monde à Monte-Carlo ; jamais, à pareille époque, les trains quotidiens de Nice et de Menton n'ont amené une telle affluence. Le temps, d'ailleurs, est au beau fixe : c'est le plus agréable instant de l'année, le plus propice aux promenades, et Monte-Carlo est, naturellement, le centre de tous les itinéraires sur le littoral. »

Cette affluence est encore plus considérable le soir, grâce à l'heureuse innovation prise de prolonger la saison théâtrale : les représentations d'opéra comique et d'opérettes données par la troupe des Bouffes-Parisiens, qui pendant tout le mois mai n'ont cessé d'occuper l'affiche chaque soir, ont constamment attiré un nombre considérable de spectateurs : *Véronique*, les *Pitres Michu*, *François les Bas-Bleus*, le *Soleil de minuit* ont fait salle comble tous les jours.

Le succès sans précédent de la saison printanière mérite d'être signalé.

L'impératrice de Russie vient d'acheter pour la somme minime de 42,000 francs le vieux château connu à Francfort-sur-le-Mein sous le nom de Darmstaedterhof. De nombreux et intéressants souvenirs historiques s'attachent à ce château, qui n'est plus aujourd'hui qu'une vieille bâtisse qu'il a été question à un moment de démolir pour ériger à sa place un bureau de poste. Construit en 1757 par le landgrave Louis VIII de Hesse, le Darmstaedterhof a été longtemps la résidence des grands-ducs de Hesse.

Il est presque certain qu'au mois de septembre il recevra la visite du Tsar, de la Tsarine et de leurs enfants qui ont l'intention de faire un séjour prolongé à Darmstadt en automne prochain.

D'Evian-les-Bains :  
 « Saison, saison, que tu nous causes de joie ! — pourrais-on dire à propos de notre station, en modifiant légèrement la phrase de Beaumarchais. Car nombreux sont les visiteurs qui, devant l'ouverture officielle de la saison, fréquentent le matin à la Source Cachet. »

« Tout nous fait espérer que la saison 1899 ne le cédera en rien à ses brillantes devancières. »

De Londres :  
 « Au Savoy on se dispute les tables depuis le commencement de la Saison, et pendant la semaine du Derby les salons étaient comme un succursale du boulevard des Italiens. Parmi les sportsmen français : vicomte de Cormanin, comte Le Marois, de Ganay, duc de Brissac, comte de Pourtalès, baron de Berckheim, capitaine Caillaud, Jacques de Brémont, de Luzarche d'Azay, baron Léonino, etc. Ils se sont trouvés absolument « at home », car Joseph se multipliait pour ses clients de Londres qui sont en même temps des habitués du Restaurant Marivaux à Paris. »

De Lucerne :  
 « Parmi les arrivées d'hier à l'Hôtel National : sir B. Malet, ancien ambassadeur d'Angleterre à Berlin, et S. Exc. B. de Mansouroff, conseiller d'Etat de l'empereur de Russie. »

### Nouvelles à la Main

Muffardin aborde l'autre jour un de ses confrères en l'appelant cher maître. Celui-ci, très vaniteux, rougissant de plaisir :

— Vous voulez me flatter...

— Non, parole... répond Muffardin. C'est une manie que j'ai de donner du « cher maître » à tout le monde !

Busenval se présente pour affaires dans une maison de commerce anglaise et demande à parler aux directeurs :

— M. Blackson est en voyage, lui dit-on ; quant à M. Williams, il vient de sortir.

— Et M. And Co ?

Le Masque de Fer.

### LES SUITES

DU

## Scandale d'Auteuil

Nous avions annoncé que le Conseil des ministres tenu hier matin à l'Elysée, sous la présidence de M. Loubet, allait être appelé à ratifier les décisions prises la veille au soir en Conseil de cabinet.

A l'issue de ce Conseil, en effet, il a été donné connaissance à la presse des résolutions arrêtées par le gouvernement, et que nous résumons ci-joint.

Le Conseil a décidé d'abord que le garde des sceaux adresserait, dans la journée même, à la Chambre une lettre pour lui communiquer le passage de l'arrêt de la Cour de cassation visant le général Mercier, et pour la mettre en situation de juger s'il y avait lieu pour elle d'exercer la prérogative que lui accorde l'article 12 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 et aux termes duquel « les ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des députés, pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions ». En ce cas, on le sait, les ministres sont jugés par le Sénat.

On lira, plus loin, au compte rendu de la séance, le parti auquel la Chambre s'est arrêtée en ce qui concerne cette proposition.

M. Krantz, ministre de la guerre, a donné l'ordre d'ouvrir une instruction contre l'ex-commandant Esterhazy pour s'être procuré une pièce appartenant au service secret et en avoir fait usage.

Il s'agit de la fameuse pièce dite le « document libérateur », qu'Esterhazy a eue en sa possession et qu'il a restituée ultérieurement, contre reçu du ministère de la guerre.

Nos lecteurs connaissent cette affaire dont il a été souvent question au cours des divers incidents du procès en revision.

Le ministre de la guerre a, de plus, confié au général Duchesne, membre du Conseil supérieur de la guerre, le soin de procéder à une enquête sur la façon dont le général de Pellieux a conduit l'information contre



heur d'avoir été mêlé, par le fait du commandant Esterhazy, à l'enquête de la Cour de cassation, et que certains de ses membres viennent encore de compromettre gravement dans la scandaleuse manifestation de dimanche à Auteuil.

#### A L'AUTOMOBILE-CLUB DE FRANCE

A midi et demi, pendant le déjeuner, auquel prenaient part une vingtaine de membres du cercle, M. Cochefert s'est présenté à l'Automobile-Club de France, en a fait évacuer tous les salons et a apposé les scellés.

À quatre heures, M. Roy, commissaire de police, commençait les perquisitions en présence de MM. le baron Van Zuylen, président du cercle, Rives et Ballif, membres du Conseil d'administration. À six heures et demi, tout était terminé; les portes étaient closes et une escouade d'agents empêchait d'en approcher les membres du cercle qui, ayant appris dans l'après-midi la mesure imprévue dont ils étaient victimes, venaient en assez grand nombre aux nouvelles.

L'Automobile-Club de France compte actuellement 1,846 membres; mais, sur ce nombre, une cinquantaine seulement fréquentent régulièrement l'hôtel de la place de la Concorde. Ce chiffre monte à cinq les mercredis, jours de Comité. Ces dîners hebdomadaires sont assez suivis, et l'on y cause de tout autre chose que de politique.

On n'y entend parler que de moteurs, de viesses, d'accumulateurs et d'excursions.

Aussi les étonnements étaient-ils grands hier soir sous les arcades, parmi les membres expulsés, dont plus d'un avait appris en même temps et l'échauffourée d'Auteuil et la fermeture du cercle.

— On ne saurait nous rendre responsables de la conduite et des opinions d'un de nos collègues du cercle, disait celui-ci.

— Il n'est pas de réunion plus démocratique que la nôtre, ajoutait un second. Quel on consulte l'Annuaire et l'on y trouvera, à côté des princes, ducs ou barons, de simples ouvriers fils de leurs œuvres, qui tous, en tant que membres de l'A.C.F., ne pensent qu'à encourager l'industrie.

— Un cercle où l'on ne joue pas et où l'on travaille sérieusement, répliqua une autre voix, qui a pour présidents d'honneur un savant, M. Marcel Desprez, et un député peu suspect, M. Georges Berger!

Nous avons pu joindre M. le baron Van Zuylen, président du cercle, et nous lui avons demandé ce qu'il pensait des mesures prises contre l'Automobile-Club de France.

M. Van Zuylen proteste naturellement et nous dit en résumé:

— Nous ne sommes jamais occupés de politique et nous n'avons qu'un seul but: le développement et l'encouragement de l'industrie automobile en France.

Quant à vous donner, ainsi que vous me le demandez, notre avis au sujet des manifestations d'hier, permettez-moi de vous répondre que le Comité, qui contient les représentants des opinions les plus diverses, manœuvrait à son devoir en donnant une opinion soit dans un sens soit dans l'autre, car ce serait nous imposer cette fois dans le domaine de la politique, ce que nous ne voulons faire à aucun prix.

Voici, d'autre part, le texte de la lettre que M. Van Zuylen vient d'adresser à M. le préfet de police:

Monsieur le préfet,  
On vient de perquisitionner l'Automobile-Club et, ainsi qu'en fera foi très certainement le rapport qui vous en sera adressé, cette perquisition n'a eu d'autre résultat que la constatation matérielle des travaux auxquels se livre notre société dans l'intérêt de l'industrie automobile.

En ce moment, nous avons en cours d'exécution:

- 1° Un concours d'accumulateurs;
- 2° Un concours de fiacres;
- 3° L'exposition internationale des voitures automobiles, qui doit ouvrir au jardin des Tuileries le 15 de ce mois.

Toutes les pièces, papiers, documents de toute sorte existant dans nos locaux se réfèrent ou à ces travaux qui sont le plus particulièrement de la Société d'encouragement ou au secrétariat du club (regus de cotisations, cartes de sociétaire, registres d'ordre, etc.).

Nous affirmons ici qu'en aucune circonstance et sous aucune forme la politique n'a mis les pieds à l'Automobile-Club, fondé pour l'encouragement de l'industrie automobile, et qui ne s'est jamais écarté un seul moment de sa voie.

En présence de la constatation matérielle de cette affirmation, nous venons vous prier instamment de bien vouloir faire lever l'interdit dont notre société est l'objet et qui l'arrête en plein travail, au risque de compromettre des intérêts considérables, pour le plus grand détriment de notre industrie.

Veuillez agréer, monsieur le préfet, l'assurance de nos sentiments les plus émus et les plus dévoués.

Le président,  
Baron VAN ZUYLEN.

Le président et les membres du Conseil d'administration doivent se rendre eux-mêmes ce matin auprès du préfet de police.

Nous savons de bonne source que le rapport de M. Roy constate que rien n'a été trouvé dans les locaux du cercle qui pût permettre de supposer qu'on s'y occupait de politique, et que, par contre, les preuves des travaux sérieux auxquels on s'y livre sont nombreuses.

Une dizaine de paquets, scellés, ont été emportés, contenant des Annuaires, les derniers procès-verbaux des séances du Comité, des feuilles de ballottage.

À cinq heures et demi, la villa que le Cercle loue dans le bois de Boulogne, au coin de l'avenue de Madrid et de la route du Champ d'entraînement, était également fermée.

Fermé également l'Aéro-Club, dont M. le comte de Dion est président et dont les bureaux provisoires étaient installés dans l'hôtel de la place de la Concorde.

L'hôtel de Plessis-Bellière, où l'hôtel Pastoret, dans lequel l'Automobile-Club est en train de s'installer, est aujourd'hui la propriété d'une société civile qui l'a acquis au prix de 1,500,000 francs et qui y fait pour 700,000 francs de réparations ou d'installations nouvelles.

Cette société civile le loue à l'A. C. F. moyennant 105,000 francs par an.

#### CHEZ LE COMTE DE DION

La perquisition la plus intéressante et la plus mouvementée a été opérée au domicile de M. le comte de Dion, 19, avenue Mac-Mahon, par M. Marion, commissaire aux délégations judiciaires, le même magistrat qui avait été chargé

d'opérer au Figaro des recherches de documents qui restèrent infructueuses, et pour cause.

Nous avions été mis au courant de cette opération judiciaire et M. Marion nous trouve devant la maison.

Nous tentâmes en vain d'obtenir de lui des renseignements, car il était d'une humeur de bouledogue.

Mais la loi perd ses droits devant l'obstination des reporters.

Après nombre d'allées et venues, qui durèrent bien une heure et demie, nous vîmes arriver, avenue Mac-Mahon, M. le comte de Dion, qui descendit allègrement d'un fiacre entre deux policiers.

Le même véhicule le ramena au Dépôt vers sept heures du soir.

M. Marion descendit en même temps que lui, emportant sous son bras un paquet soigneusement ficelé.

C'étaient les documents saisis. Après le départ du magistrat nous parvenons à connaître la vérité tout entière.

M. Marion ne trouva chez l'associé de M. Bouton qu'un valet de chambre auquel il fit connaître le but de sa visite.

— Je suis chargé, lui dit-il, de perquisitionner ici; ouvrez-moi toutes les portes!

— Mais, lui répondit le domestique, je crois que la présence du comte est nécessaire, et moi je suis calé sur la loi (sic), on ne peut pas ouvrir ses tiroirs sans lui!

M. Marion passa outre, en vertu, dit-on, d'ordres supérieurs; il fouilla partout; mais quand il s'agit d'ouvrir le coffre-fort, il ne put trouver le mot et le valet de chambre refusa énergiquement de le donner, ainsi que le secrétaire du comte de Dion qui arriva sur ces entrefaites.

On dépêcha au Dépôt un exprès auprès du directeur de l'usine de Puteaux. Le comte de Dion fit répondre:

— Je refuse de donner le mot et l'on n'ouvrira mon coffre-fort qu'en ma présence!

C'est alors qu'on dut l'extraire et l'amener.

Le comte de Dion, énervé par sa détention, se montra très rageur et le prit de très haut avec le magistrat:

— Mettez votre écharpe, lui dit-il, pour me prouver que vous êtes magistrat! Du reste, vous vous faites le serviteur d'une cause ignoble et je vais juger votre conduite en quelques mots bien sentis!

— Ne continuez pas, dit M. Marion, où je vous ferai inculper pour de nouveaux faits. Ouvrez votre coffre-fort et dépêchez-vous. Je ne suis pas venu ici pour discuter avec vous!

— C'est bien, j'obéis à la force, mais je dépose une plainte contre vous et ceux qui vous poussent à accomplir cette besogne!

Le coffre-fort ouvert, M. Marion en tira de nombreux papiers. Il se mettait en devoir de les compiler quand il vit le comte de Dion s'approcher de son secrétaire pour lui parler à voix basse.

— Je vous interdis toute communication avec monsieur, lui dit le magistrat.

— Peuh! fit dédaigneusement M. de Dion, je puis bien dire tout haut ce que j'ai à ordonner.

S'adressant à son secrétaire, il prononça ces paroles à haute voix:

— En présence de ces témoins, je vous prie de réunir demain matin mes ouvriers en tenue de travail, tous les huit cents, vous entendez, et que personne ne manque; vous leur direz que leur chef a été arrêté pour avoir crié: «Vive l'armée!» et qu'ils aillent réclamer la liberté au chef de l'Etat. Il ne faut pas que ces braves gens puissent chômeur un seul instant!

La perquisition terminée, M. de Dion fut ramené en voiture au Dépôt.

Avant de se rendre avenue Mac-Mahon, M. Marion était allé perquisitionner au domicile de M. de Christiani, qui habite avec son frère, 20, rue de l'Arcade. La perquisition fut absolument infructueuse; M. Marion ne trouva aucun papier intéressant, pas même un livret militaire. Tout avait été enlevé.

#### AU CERCLE DE LA RUE ROYALE

Le Cercle de la rue Royale ne sera pas inquiété.

La Société des steeple-chases de France nous communique la note suivante:

Les commissaires de la Société des steeple-chases de France se sont rendus ce matin chez M. le Président de la République pour lui exprimer au nom du Comité tous leurs regrets au sujet des incidents tumultueux qui se sont passés hier sous ses yeux à Auteuil.

Introduits auprès de M. Loubet par M. Dupuy, président du Conseil, qui se trouvait en ce moment à l'Élysée, ces messieurs recurent du chef de l'Etat le plus courtois accueil et l'assurance que la Société des steeple-chases de France n'était nullement, à son avis, responsable des désordres qui s'étaient instantanément produits dans une foule énorme.

M. Loubet ajouta qu'il remerciait sincèrement MM. le comte Beugnot, le prince J. Murat, du Bos, de la démarche qu'ils venaient spontanément de faire auprès de lui.

On a répété à tort, bien des fois, depuis hier, que la Société des steeple-chases de France et le Cercle de la rue Royale étaient régis par une seule et même administration. C'est une erreur, depuis 1884, la Société des steeple-chases s'est complètement séparée du Cercle de la rue Royale. Le siège de la Société est 1, rue de Castiglione; les locaux du Cercle de la rue Royale sont situés, 4, place de la Concorde.

Le Cercle de la rue Royale n'est pas davantage mêlé à la manifestation de dimanche. Deux de ses membres ont été arrêtés à Auteuil, mais ce sont précisément deux membres fort irréguliers et qui fréquentent peu le cercle.

On parle d'ailleurs d'une réunion prochaine qui aurait lieu, et, si la détention des deux inculpés est maintenue, on procéderait à leur radiation du Cercle, pour mieux démontrer que le Comité n'approuve en rien leurs procédés.

#### A L'ÉPATANT

Tout autre est la situation de l'Union artistique, *culgo* l'Épatant.

À l'Épatant, au contraire, on s'occupe énormément de politique: on y fait des réunions, on y tient des conciliabules pour ou contre tel ou tel fait, tel ou tel procès gouvernemental, etc., et toute une partie de ce club s'agit constamment.

Ceci, ajouté au jeu fantastique qui est la principale ressource du cercle et qui déplorent bien des familles, explique l'intention qu'a M. Dupuy de fermer l'Épatant.

#### A L'ÉLYSÉE

Le Président de la République a reçu déjà un très grand nombre d'adresses de félicitation. On a dû changer plusieurs

fois les registres déposés dans la loge du concierge, et qui étaient couverts de signatures.

Mme Loubet recevant le lundi, tous les amis de la famille ont tenu à venir hier dans la cour du palais où y a eu un défilé ininterrompu de voitures, depuis deux heures de l'après-midi jusqu'au soir.

Le nombre des visiteurs dans la matinée était si grand que le Président de la République n'a pu recevoir, à son grand regret, tout le monde.

M. Magnaud, président du Tribunal de Château-Thierry, a adressé hier, au Président de la République, le télégramme suivant:

MAGNAUD.

Tous les magistrats composant le Tribunal de Château-Thierry envoient à M. le Président de la République l'expression de leur respect et de leur indignation.

Le Conseil de l'université de Paris s'est réuni dans la matinée d'hier en session ordinaire, sous la présidence de M. Gréard, vice-recteur de l'académie, et il s'est uniquement occupé de l'examen du compte annuel de l'université.

Cependant, avant d'aborder cet examen, le Conseil a pris une délibération spéciale tendant à faire parvenir au Président de la République une adresse dont voici le texte:

Le Conseil de l'université de Paris, réuni aujourd'hui en session ordinaire, prie Monsieur le Président de la République de vouloir bien agréer l'hommage de son profond respect et de son dévouement.

Cette adresse a été votée à l'unanimité. Même démarche a été faite par la Cour de cassation.

#### A L'HOTEL DE VILLE

Les événements qui ont troublé, dimanche, les courses devaient naturellement avoir de l'écho au Conseil municipal.

Dès l'ouverture de la séance, M. Bellan, syndic, a interpellé, au nom du bureau, M. Charles Blanc, préfet de police:

— La manifestation qui s'est produite, à-t-il dit, était certainement connue d'avance à la Préfecture de police et au ministère de l'Intérieur. Sans doute, M. le Président de la République, ayant pleine confiance dans la population parisienne, ne veut pas être gardé, et nous le remercions tous de ne pas douter de la popularité de cette population. Il y a des comités, des gens sans patrie, se donnant le titre de patriotes.

Dans le cours de toutes les visites qu'a faites M. Loubet dans les quartiers ouvriers de la capitale, il a reçu l'accueil le plus empressé et le plus courtois. Dans ces quartiers, il voit se tendre vers lui des mains calleuses, pleines de travail, mais toujours loyales.

Nous ne comprenons que trop comment il a pu recevoir hier un accueil tout différent... Désormais, les républicains ont pour devoir de défendre le chef de l'Etat. En le défendant ils défendent la République.

Je déplore l'ordre du jour suivant:

Le Conseil municipal, confiant dans les sentiments républicains de M. le préfet de police, compte sur son énergie pour faire respecter en la personne honorée de M. Loubet, chef de l'Etat, les institutions républicaines chères à la population parisienne; envoie au premier magistrat de la République française l'expression de sa vive sympathie, et proteste contre la lâche agression dont il a été victime au champ de courses d'Auteuil.

M. Paul Bernier prend la parole:

— Je considère, moi aussi, qu'il s'agit non d'une attaque contre un homme, mais d'une attaque contre la République. Il est bon de connaître les noms de ceux qui ont ainsi manifesté. J'ai vu, au poste d'Auteuil, passer devant moi les représentants les plus connus de l'aristocratie française. Ils se glorifiaient des scandales qu'ils venaient de commettre! Ils nous ont donc fait connaître eux-mêmes le véritable caractère, la signification du complot fomenté dans les cercles et dans les salons contre la République.

J'ai vu aussi, sur la table du commissariat d'Auteuil, des cartes de visite d'officiers. Pourquoi les noms de ces officiers ne figurent-ils pas sur la liste des poursuivis? On dira peut-être qu'ils n'étaient que des témoins. Mais quel est le lien qui les rattache aux manifestants? Je tiens à ce qu'il nous soit donné des explications sur ce point.

M. Villain déclare qu'il votera toute espèce d'ordre du jour qui ralliera la majorité républicaine.

M. A. Moreau a constaté que la tribune du Président était gardée par...

M. Galignat dit que néanmoins le cri de «Vive l'armée!» ne doit pas être considéré comme séditieux.

M. le préfet de police répond simultanément à tous ces termes:

Je reconnais que j'avais été averti; mais je pensais qu'il s'agissait d'une manifestation nationale, composée, comme d'habitude, de caméléons à quarante sous l'un. C'est pourquoi j'en étais content, de concert avec M. le ministre de l'Intérieur, de faire organiser un fort service sur le trajet du poste de l'Élysée jusqu'au champ de courses.

Quant au passage, j'y avais placé 150 gardiens de la paix, 100 agents en bourgeois, 150 inspecteurs de police et une compagnie de la garde républicaine.

Je devais croire que ces forces suffiraient pour faire respecter l'ordre dans un milieu de gens bien élevés, où, lorsqu'on invite le chef de l'Etat, on a pour premier devoir de veiller soi-même à ce que celui qui l'on reçoit ne soit pas insulté.

Il n'était pas possible de prévoir un attentat aussi ignominieux, en présence des représentants des pays étrangers qui se trouvaient dans la tribune présidentielle.

Quarante-sept personnes ont été arrêtées et sont poursuivies pour insultes au Président, ainsi que trois officiers qui ont été déferés à l'autorité militaire. Enfin, cette agression a été si lâche que M. Christiani n'a même pas eu le courage de son acte. Au poste, il a déclaré que c'est en cherchant une issue par les tribunes qu'il a frappé le Président, parce qu'il gesticulait avec sa canne. C'est le groupe de la Jeunesse royaliste qui a organisé l'agression. La police a fait son devoir; elle a été impuissante; il ne faudra pas s'y frotter à l'avenir.

M. Lambelin dit qu'il n'est plus que président d'honneur du Comité de la Jeunesse royaliste, et qu'il ne croit pas que les personnes arrêtées fassent partie de ce groupe.

Je ne cherchais pas à justifier la manifestation d'hier, parce que je n'y assistais pas; mais déjà je me proposais de questionner le préfet de police sur les brutalités avec lesquelles ses agents ont traité les personnes qui criaient: «Vive l'armée!» et: «Vive Marchand!» devant le Cercle militaire.

... Quand l'armée sera républicaine, ce ne sera plus l'armée!

On proteste violemment. M. Mill s'écrit:

— L'armée de la Révolution valait mieux que celle de Coblenz.

Sans se démonter, M. Lambelin dépose, comme conclusions, un ordre du

jour invitant M. le préfet de police à tenir la main à ce que ses agents ne se départissent jamais du calme et de la modération nécessaires au bon fonctionnement de la police.

M. Labusquière, pourtant révolutionnaire, déclare que son groupe est prêt à aider le gouvernement de la République contre les factieux. On l'applaudit.

Après un nouveau discours du préfet de police et l'intervention de MM. Breuille, Paillenne, favorables à l'ordre du jour proposé par MM. Bellan, Froment-Meurice, André Lefèvre, Opportun et Caron, l'ordre du jour de M. Lambelin est repoussé. On bloque ensemble l'ordre du jour déposé par M. Bellan et ceux que rédigeaient MM. André Lefèvre et Labusquière. On met aux voix la rédaction suivante:

Le Conseil: Considérant que des scènes scandaleuses, aggravées d'un acte de violence contre le représentant de la République, ont pu se produire hier à Auteuil, sans que la police, avertie cependant, ait su faire autre chose que les réprimer;

Invite le préfet de police à prendre dorénavant toutes mesures nécessaires pour éviter le retour de pareilles manifestations et assurer le respect et la sécurité du gouvernement républicain;

Indigne de la criminelle agression dont vient d'être victime au champ de courses d'Auteuil, le Président de la République, malgré son long passé d'honneur et de probité.

Invite son bureau à porter à M. Loubet l'expression du respectueux dévouement de l'assemblée communale de Paris.

Livre au mépris de tous les vrais républicains les promoteurs et auteurs des violences inqualifiables, indignes de Français et de soldats patriotes, et faisant appel au bon sens et à l'esprit profondément républicain de la population parisienne pour réprimer énergiquement le retour de coupables agitations et de désordres qui continueraient à jeter une perturbation regrettable dans le commerce et dans l'industrie.

Adresse à M. Loubet, Président de la République, l'expression de sa respectueuse sympathie et lui renouvelle l'assurance de son entière confiance.

On met aux voix ces divers ordres du jour qui ne sont que le développement de celui de M. Bellan, et on les adopte à l'unanimité de 68 votants.

Ce résultat est accueilli par le cri de: «Vive la République!»

La séance est levée.

Les conseillers se séparent en se promettant d'assister tous dimanche au Grand Prix de Paris, où M. Loubet doit se rendre.

#### LES ARRESTATIONS

Le sport nouveau qui consiste à manifester sur un champ de courses, dans les entractes, aura de la peine à devenir à la mode, à cause de certaines conséquences qui manqueront toujours de charme pour les gens du monde.

L'arrestation de l'homme du monde n'est pas la même que celle du pickpocket. Très docile, le pickpocket, à partir du moment où l'agent lui a mis la main dessus. Il n'en est pas de même du manifestant mondain qui, après s'être fortement escrimé dans la foule, résiste encore aux agents qui l'invitent à les suivre au poste. Ce genre d'invitation est absolument désagréable à celui qui le reçoit et il ne s'y rend pas de bon cœur.

Témoin l'un des inculpés d'hier, qui n'a pas fallu moins de sept agents solides pour l'emmener dans le petit local improvisé pour les manifestants d'Auteuil.

Nous avons dit qu'il en avait été emmené quarante-trois, qu'il a fallu en laisser dans la partie du chalet où d'ordinaire on resserre des ustensiles de jardinage. Ils souffraient et mouraient de soif. Le commissaire a dû fermer les yeux sur le passage d'un marchand de coco qui leur apportait une cruche rafraîchissante. Ils avaient cassé tous les carreaux pour avoir un peu d'air. Casser des carreaux rentre encore dans le rôle des manifestants mondains.

Au fur et à mesure que le secrétaire du commissaire inscrivait les noms des délinquants, il poussait un soupir, et, à la fin, il ne put s'empêcher de s'écrier:

— Mais c'est toute la noblesse française qu'on m'amène.

Il aurait pu se rassurer, le brave secrétaire, ce n'était pas toute la noblesse française qu'on lui amenait, c'était un simple groupe d'agitateurs évidemment très titrés, mais qui, pour la plupart, étaient victimes d'une erreur.

C'est en général ce qui résulte de leurs déclarations, étant à remarquer qu'ils sont presque tous poursuivis pour coups aux agents.

Et puis, il faut faire la part de l'erreur qui se produit forcément dans de pareilles bagarres. Plus d'un innocent paye pour d'autres, coupables.

Je pourrais citer un M. D'A... qui faisait partie de la fournée et qui, au moment de son interrogatoire, ne trouvait pas un seul agent pour formuler une plainte contre lui. Qu'avait-il crié? Nul ne l'avait entendu. Il y en a d'autres qui sont dans le même cas. Un homme des plus doux et des mieux élevés, le comte d'Aubigny d'Assy, voisin de campagne de notre collaborateur Saint-Albin dans le Calvados, est inculpé d'avoir atteint du bout de sa canne, en faisant le moulinet, le képi de l'aimable officier de paix Grillières. Ce n'est pas le coup qui a causé la blessure grave. Mais enfin, il existe.

Le magistrat qui a interrogé le comte d'Aubigny admet la vraisemblance de cette excuse. Moins vraisemblable est l'explication fournie par M. de Christiani, qui dit s'être approché, comme à Collin-Maillard, du chapeau de M. Loubet et l'avoir malencontreusement renversé au bout de sa badine. Enfin tout cela doit s'éclaircir, et le Président de la République n'en garde pas tant de ressentiment qu'on suppose.

M. Loubet ne dirait trop rien. Mais c'est le préfet de police qui renaude. Vous savez l'histoire du cocher qui accroche: c'est parfois à son cheval qu'il s'en prend. M. Blanc ne s'attendait pas à rencontrer des manifestants dans les rangs de l'aristocratie; il leur en veut de l'avoir pris au dépourvu.

Il ne serait pas fâché, je crois, pour leur donner une leçon, de leur faire faire un peu de préventive. Ils ont eu déjà la vie dure, les manifestants mondains. Quand il a fallu les emmener, et qu'on leur a fait leur automobile ou de leur landau, on leur a fait avancer le panier à salade, ils l'ont trouvé un peu malheureux. Quelques-uns ont demandé un fiacre, à leurs frais, bien entendu. On leur a refusé cette faveur qu'il eût fallu accorder à tout le monde. On des détenus a même été fort en peine de se loger dans une des cases, beaucoup trop pe-

tiée pour sa carrure. Il a fallu qu'il s'y incrustât.

Et ce matin, au Dépôt, quel réveil! À dix heures, aucun des quarante-trois n'avait encore avalé une bouchée. Pas de café, pas de chocolat, pas de thé, pas d'eau chaude pour se raser, pas de ligne pour en changer, toujours la chemise de la veille toute noire, au col cassé en accordéon. Pas de vêtements brossés, pas de chaussures cirées ou vernies au pinceau. Le voilà le revers de la médaille pour le manifestant mondain.

Et cependant, quand le commissaire a rendu visite hier matin aux quarante-trois et leur a demandé s'ils se trouvaient bien, le sourire aux lèvres, poliment, comme un commissaire doit le faire à des détenus aristocratiques, faisant contre fortune bon cœur, ils ont répondu de la meilleure grâce du monde:

— Mais parfaitement, monsieur le commissaire, aussi bien que possible. C'est égal, il y avait, comme on dit, une belle chambre au Dépôt de la préfecture.

M. Martin, commissaire aux délégations judiciaires, qui était hier de service aux courses et avait interrogé un certain nombre d'inculpés, a continué hier après-midi l'information ouverte contre ceux dont il n'avait pu recevoir les explications.

Comme avant-hier, la cour du Dépôt présentait un aspect des plus bizarres: des notabilités parisiennes des deux sexes restaient assises sur des bancs ou des estacades que leur prêtaient des agents de la Sûreté, espérant la sortie, sur l'ordre du Parquet, de leurs maris, de leurs parents ou de leurs amis.

D'autres attendaient M. le juge Le-monnier dans les couloirs du troisième étage, espérant le fléchir. Leur attente fut de longue durée, le magistrat étant resté jusqu'à sept heures et demie en conférence au Parquet des procureurs généraux et de la République.

M. Lemerrier n'a entendu que pour la forme M. le baron de Christiani.

M. de Dion a choisi comme avocat M<sup>re</sup> René Guérenet.

À propos des arrestations dont nous avons donné hier la liste complète et qui étaient au nombre de 43, réduites maintenant à 34, on sait que M. de Rémusat, un des inculpés, a refusé d'indiquer son adresse. Nous n'avons pas besoin d'ajouter, sinon pour faire plaisir à un ancien député de ce nom qui nous le demande, que l'inculpé n'a rien de commun avec M. Pierre de Rémusat, conseiller général de la Haute-Garonne, qui a siégé pendant de longues années au Palais-Bourbon.

Un cocher arrêté comme manifestant s'est donné comme appartenant aux écuries de M. Bamberg. Il y a là une indication volontairement fautive. Personne, au service de M. Henri Bamberg, personne, au service de son fils, ni cocher, ni valet d'écurie, ni employé, ni serviteur, n'est allé aux courses d'Auteuil.



# APAISEMENT

PAR CARAN D'ACHE



M. CHARLES DUPUY. — L'apaisement continue !...

de la Chambre des députés en 1877, il se distinguait dans ces diverses fonctions par sa science juridique, par la droiture et la finesse de son esprit, aussi bien que par l'affabilité de ses manières. Lorsque, après sa retraite, en 1892, il obtint le titre de premier président honoraire. Ses obsèques seront célébrées demain matin, à dix heures. On se réunira à la maison mortuaire, 83, rue de Monceau. Les personnes qui n'auraient pas reçu d'invitation sont priées de considérer le présent avis comme en tenant lieu.

Nous apprenons la mort : — Du peintre Auguste Baud-Bovy, décédé à Aesch, dans les Alpes bernoises, à l'âge de 51 ans ; — De M. Carvajal, ancien ministre des affaires étrangères sous la République espagnole ; — De Mlle Marie de Bonnavy de Nonancourt, fille du conseiller référendaire à la Cour des comptes, décédée à l'âge de seize ans ; — De M. Alfred de Vroye de Combremont, père de la marquise de L'Église ; — De M. Duquesne, conseiller général du Nord, décédé subitement à Estaires ; — De M. Ferdinand Bouilliez, fils du sénateur et conseiller général du Pas-de-Calais, décédé subitement à l'âge de 35 ans.

Les obsèques de M. L.-A. Barré, inspecteur des arts et manufactures, président de la Société des anciens élèves de l'Association polytechnique, ont eu lieu hier lundi, à midi, au milieu d'une affluente considérable. Les honneurs militaires ont été rendus. Au cimetière de Bagneux, trois discours ont été prononcés par MM. Richou, Ernest Daigreau et Paul Bodin, professeur à l'École centrale. Ils ont retracé la vie toute de labeur de ce savant d'une modestie excessive, auteur de près de vingt-cinq volumes scientifiques, qui a enrichi les mathématiques de nombreuses découvertes et qui a consacré quarante-deux ans de sa vie à faire gratuitement des cours à l'Association polytechnique, dont il était le doyen. Rappelons que M. Barré avait été ouvrier brosseur, et que c'est par un travail acharné qu'il avait réussi à s'élever au-dessus de sa condition. En 1896, M. Rambaud, alors ministre, lui avait rendu justice en lui conférant la croix de la Légion d'honneur.

Ferrari.

Aux personnes à la peau délicate, l'usage des savons de toilette produit des irritations de l'épiderme qui en font redouter l'emploi. L'anticaustique Iclima, merveilleuse préparation sans corps gras ni caustique, nettoie aussi bien que le savon, tout en tonifiant et fortifiant l'épiderme. Indispensable aux artistes pour le démaquillage, il est souverain pour garder à l'épiderme sa fraîcheur, le préserver des rides et du hâle grâce à l'essence « Iclima ». Le pot 3 francs et 6 francs. Avenue de l'Opéra, 5, Paris.

LE PETIT PAIN RICHELIEU 92 ne se trouve qu'à la Boulangerie Viennoise, 92, rue Richelieu.

## A l'Étranger

### NOUVELLES

#### ITALIE

##### NOMINATION DE GARDINIAUX

Rome, 5 juin. — On a appris aujourd'hui qu'un onzième cardinal sera créé dans le prochain Consistoire. Mgr Trombetta, secrétaire de la Congrégation des évêques et réguliers, et que Léon XIII en réservera deux autres *in pectore*. Après ces nominations, le Sacré Collège, sans se trouver dans le *plenum*, sera assez nombreux pour que Léon XIII n'éprouve point le besoin d'en tenir un autre prochainement. En tout cas, ces nominations dérangeraient quelque peu les groupements de cardinaux qui s'étaient formés durant la maladie de Léon XIII, dans l'éventualité d'un Conclave.

L'archevêque de Toulouse, Mgr Mathieu, qui recevra le chapeau comme cardinal français de curie, est attendu à Rome incessamment.

Aussitôt après le Consistoire, il repartira pour Toulouse, mais non pour y séjourner longtemps. On avait cru et on avait espéré même un peu que Mgr Mathieu pouvait conserver l'archevêché de Toulouse tout en résidant à Rome, mais, d'après certains bruits

qui couraient aujourd'hui au Vatican, cette combinaison, qui pour plusieurs motifs aurait plu à Léon XIII, n'a pu se faire. — **FÉLIX II.**

## La Grande Semaine

Pour juger de la grande quantité d'étrangers de marque qui sont à Paris vous n'avez qu'à vous promener entre quatre et six heures, avenue de l'Opéra ; vous verrez au numéro 19, tous nos hôtes, gentlemen et même sportswomen, mettre au point les incomparables jumelles Flammarion dont ils se munissent en vue du Grand Prix.

Disons à ce propos qu'à la sollicitation d'un prince, grand protecteur de notre haute industrie parisienne, la maison Fischer va établir à Londres un dépôt des jumelles Flammarion et des merveilleux verres Isomètres recommandés exclusivement par les meilleurs oculistes du monde entier.

## LA CHAMBRE

Lundi 5 juin.

### BAGARRE PARLEMENTAIRE

Quelle séance ! J'en sors, à huit heures et demie du soir, ahuri, écorché, un peu humilié aussi, en songeant qu'une foule de belles dames qui s'étouffaient dans les tribunes, sont restées jusqu'au dernier moment, six grandes heures d'horloge, sans même avoir l'air fatigué. Et l'on dit que la Chambre ne fait pas recette ! Evidemment, elles voulaient assister au sauvetage du général Mercier par MM. Ribot et Cochon ; elles ont eu ce plaisir. Présage sinistre ! La journée a commencé par une expulsion. Suivant un programme annoncé depuis hier, M. Lalogue, député socialiste de la Seine, avait demandé à interpellier le gouvernement « sur les scandales d'Auteuil ». La discussion immédiate ayant été ordonnée, l'incident s'est produit tout de suite :

M. Lalogue. — Dans les circonstances présentes, l'heure n'est pas aux grands discours ; elle est aux actes, et aux actes républicains. (Applaudissements à gauche.)

Les faits qui se sont passés hier sont la manifestation nouvelle d'un état d'esprit contre la République et contre les idées de justice, de droit, que nous avons le devoir de défendre. (Applaudissements.)

Je demande à M. le président du Conseil s'il a connu ce complot. (Exclamations et interruptions à droite. — Vifs applaudissements à gauche.)

Nous nous expliquerons plus tard, mes amis et moi, sur la façon loyale dont nous entendons le patriotisme et la défense de l'armée nationale : ce n'est pas l'heure maintenant.

Il y a près d'un siècle, le peuple marchait en masse vers la frontière pour défendre la patrie ; où étaient donc, messieurs de la droite, vos aïeux ? (Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

Les uns étaient à l'étranger, dans les rangs des émigrés complottant contre l'Etat ; les autres enfouissaient le poignard dans le dos des soldats républicains. (Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche.)

Je demande à M. le président du Conseil s'il avait connaissance de la manifestation organisée hier, et quelles mesures il compte prendre.

M. le Président de la République, dans un sentiment louable, avec un courage que nous connaissons tous... (Vifs applaudissements et acclamations prolongées au centre, à gauche et à l'extrême gauche ; la plus grande partie de l'Assemblée est debout.)

Vive nombreuses. — Vive Loubet ! vive le Président de la République !

M. Lalogue. — Au nom du peuple des travailleurs, que mes amis socialistes et moi nous représentons, je suis heureux d'adresser

nos félicitations à cet honnête républicain, à cet honnête homme. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. de Largentaye. — L'honnête homme du Panama. (Violentes exclamations sur un grand nombre de bancs.)

Jugez de l'effet. Toute la gauche se lève, comme si elle était mue par un ressort, et crie : « A l'ordre ! A la porte ! L'expulsion ! La censure ! »

Avant de consulter la Chambre sur l'application de l'article 124, le président donne la parole à M. de Largentaye pour s'expliquer ; mais, comme il arrive toujours en pareille circonstance, l'interlocuteur, au lieu de s'excuser, aggrave son cas :

M. de Largentaye. — Devant les faits que nous voyons se passer, un bon Français ne peut contenir son indignation. (Bruit à gauche et au centre.) Nous voyons arriver les honnêtes gens. (Vives réclamations à l'extrême gauche et à gauche. — Bruit.) Et on parle de ramener solennellement Dreyfus le traître ! (Vives interruptions.)

J'ai été longtemps député et j'ai toujours donné des preuves de mon calme, mais aujourd'hui je n'ai pu retenir mon indignation. Ce cri est dans la conscience de tous les patriotes : « A bas Loubet, à bas Panama, à bas les dreyfusards ! » (Longues exclamations. — Bruit.)

La Chambre est, en ce moment, dans un état que je ne m'attarderai pas à décrire. Le président la consulte et elle prononce la censure avec exclusion temporaire ; mais, obstiné comme un Breton qu'il est, M. de Largentaye refuse de se retirer, et M. Paul Deschanel est obligé de lever la séance, pour permettre aux soldats d'exécuter l'ordre de la Chambre. C'est un piquet de la garde républicaine qui s'en charge. Les amis de M. de Largentaye accueillent par des applaudissements ces expulseurs en uniforme, et l'expulsé se décide à sortir. Il est exactement deux heures quarante minutes.

A trois heures vingt-cinq le président remonte au fauteuil et M. Lalogue abrège son discours :

M. Lalogue. — Je crois que la Chambre a hâte d'entendre les déclarations du gouvernement. (Très bien ! très bien à gauche.)

Je demande à M. le président du Conseil s'il avait connaissance des préparatifs qui ont été faits, quelles mesures il avait prises et quelles mesures il entend prendre pour l'avenir. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

Élevant maintenant le débat au-dessus de cet incident, j'ajoute que, dans la vie des peuples, il y a eu des heures où ils n'ont pu faire face à certains dangers qu'en mettant au service d'une grande loi la plus entière énergie. (Très bien ! très bien.)

Je vous demande, monsieur le président du Conseil, si vous avez cette foi et cette énergie. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

La France républicaine, la France du travail, du commerce et de l'industrie, la véritable démocratie, fidèle à ses principes de justice et de républicanisme, vous pose la question. C'est à vous qu'il appartient de la résoudre. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

On sent, dès maintenant, à l'attitude des groupes républicains, qu'il suffira au président du Conseil de se montrer un peu ferme pour obtenir une grosse majorité. M. Dupuy commence par rendre un éclatant hommage à M. Loubet et se concilie ainsi toute la faveur de son auditoire.

M. Charles Dupuy, président du Conseil, ministre de l'intérieur. — Après l'incident qui s'est produit, ma première parole sera pour adresser un salut respectueux à l'Assemblée nationale (Vifs applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et au centre.) au ferme et digne républicain, au citoyen digne et ferme dont l'élection a été l'expression même de l'union des républicains et reste la

garantie de cette union. (Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.)

Et si on le poursuit, comme on l'a fait, si hier à Auteuil, cette avant-garde échauffée de cette organisation contre-révolutionnaire a manifesté contre lui, (Nouveaux applaudissements) c'est parce qu'il représente tout ce que nous aimons et tout ce que nous prétendons défendre. (Très bien ! très bien.)

M. Magne. — C'est parce qu'il n'est pas l'ennemi du pays. (Bruit à gauche.)

M. Dupuy ne répond pas à cette interruption inconstitutionnelle et *blague*, non sans verve, en racontant le scandale d'Auteuil, « ces beaux messieurs de l'écaillet blanc, ces maîtres de l'élégance et du bon goût, qui ont donné à une mesure nouvelle de ce que la France peut attendre de leur oisiveté et de leur paresse. »

On applaudit énergiquement sur toutes les travées de la gauche et du centre, ce qui encourage M. Dupuy à redoubler :

M. le président du Conseil. — On nous demande si nous étions prévenus de ce qui devait se passer. Nous savions en effet que, dans cette semaine si laborieuse et si difficile, des conciliabules avaient eu lieu et que des préparatifs avaient été faits pour une manifestation.

Nous nous étions efforcés — et nous y avons réussi — de faciliter l'aller et le retour du Président de la République et de ses invités. Dans les deux voyages d'aller et de retour, aucun incident ne s'est produit.

M. Magne. — Vous l'avez caché. (Bruit à gauche.)

M. le président du Conseil. — Nous ne sommes pas de ceux qui se cachent... (Applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et au centre.) et nous avons vu hier des insultes, lorsque la police, sur mes ordres personnels, s'approchait d'eux, se cachait derrière des femmes. (Applaudissements répétés sur les mêmes bancs. — Vives interruptions à droite.)

M. Balsan. — C'est une injure grossière. (Applaudissements à droite. — Bruit à gauche.)

M. Lasies. — Il parle et il agit comme un policier.

M. le président. — Aucune injure n'a été adressée à un député par M. le président du Conseil. (Très bien ! très bien.)

M. le président du Conseil. — Ce n'est pas une injure ; c'est un fait. Je réponds au collègue qui a cru m'attendre en m'appelant policier, que ce mot ne peut pas être une injure pour moi qui sais ce que vaut la police et les services qu'elle rend. (Très bien ! très bien ! au centre. — Interruptions à droite.)

En ce qui concerne l'enceinte du pesage et des tribunes, nous avions placé un grand nombre d'agents en bourgeois, avec la consigne d'intervenir dès la première manifestation.

Ils ont exécuté leur consigne, et dès la première manifestation, ils ont agi.

Dans cette foule considérable, ils ont eu grand-peine à faire leur devoir, même avec les concours des gardes municipaux, et à procéder aux arrestations nécessaires.

M. le marquis de La Ferronnays. — Vous indiquez avec votre main ceux qu'il fallait arrêter.

M. le président du Conseil. — Je faisais mon devoir ; j'ai pris et je saurais prendre encore toutes les responsabilités. (Très bien ! très bien !)

M. Lasies. — Vous avez le mauvais ceil ! (On rit.)

M. le président du Conseil. — Prenez garde, alors. (Nouveaux rires.) Tous les agents, depuis les chefs jusqu'aux simples soldats, ont donné des preuves de leur activité et de leur énergie. Mais au cours des arrestations qui s'effectuaient au pied de la tribune présidentielle, la garde personnelle du Président, en prêtant main-forte, a laissé pendant un court instant la tribune dégarnie et c'est alors que s'est produite l'agression contre le Président de la République, qui a montré un calme, une possession de soi-même qui n'est pas le fait d'un homme désireux de se cacher. (Applaudissements.)

Et alors M. Dupuy annonce qu'il a pris certaines mesures : « Nous nous sommes préoccupés de connaître ceux qui, dans cette affaire, ont joué le rôle le plus actif et ayant constaté qu'ils étaient les chefs

ou les organisateurs principaux de réunions appelées cercles, nous avons fermé ces cercles. »

Naturellement la droite proteste ; parmi les victimes de cette fermeture, elle compte certainement beaucoup d'amis qui vont pour quelques jours — la République n'admet pas les châtimens éternels — errer comme des âmes en peine autour des rues Royale et Boissy-d'Anglas.

A la fin de son discours, l'orateur élève la question au-dessus des petites équivoques muscadines :

M. le président du Conseil. — Voilà les conclusions immédiates, mais je veux, comme M. Lalogue, m'élever au-dessus des faits actuels. La démocratie qui produit, celle qui féconde et honore le pays, est hostile à des manifestations semblables et il n'appartient pas aux manifestants d'hier de s'attribuer le monopole de défendre la France et l'armée.

La France, la République, l'armée sont inséparables ; elles sont une seule et même chose ; la République est ancrée au cœur de la France et l'armée sort des entrailles même de la nation dont vous êtes les représentants. (Très bien ! très bien !)

Nous sommes pour la République républicaine (Très bien ! très bien à gauche, qui ne se contente pas de se contenter de l'applaudir, mais qui empruntant son étiquette, soit pour la mieux surveiller, soit pour la détruire.

Nous sommes des hommes de devoir.

M. Pelletan. — De devoir variable.

M. le président du Conseil. — Nous sommes des hommes de devoir. Vous nous avez donné une espérance républicaine ; nous l'avons servie. (Très bien ! très bien.) Si vous donnez votre confiance, si nous sentons autour de nous, ferme et compacte, le parti républicain tout entier (Interruptions à l'extrême gauche), il nous trouvera prêt à défendre les institutions démocratiques et républicaines. (Vifs applaudissements.)

C'est M. Paul de Cassagnac qui répond à M. Dupuy, et aux premiers mots qu'il prononce, on l'interrompt : — « J'ai été envoyé ici par mes électeurs... »

« Par les Jésuites ! Par le Père du Lac ! Mais il en a vu bien d'autres et il n'est pas homme à se laisser démonter par des injures ou des apostrophes. Tout d'abord, il désavoue, il répudie l'acte « qui consiste à frapper un chef d'Etat, quel qu'il soit, au milieu de femmes, alors qu'il est invité ». Mais, cela dit, il proclame pour le peuple le droit de huer les présidents de la République, et il ajoute que M. Dupuy n'a pas de chance avec ces illustres fonctionnaires. Une allusion à l'assassinat du président Carnot lui attire, à gauche, quelques nouvelles démonstrations hostiles qui ne sont pas faites pour l'embarrasser. Il nie la fleur de ralliement, l'écillet blanc et le complot : « Non, l'écillet blanc n'a rien à voir dans cette affaire... La vérité, c'est que dans la journée d'hier, à Auteuil, Paris vous a abandonnés et que le chef de l'Etat a été hué par la foule... »

Vingt personnes ayant affirmé que les égarés qui ont conspué M. Loubet n'ont rien de commun avec le peuple et qu'au contraire le vrai peuple a acclamé M. Loubet, les annalistes futurs seront bien embarrassés ; mais la Chambre ne l'est pas. La droite jure que l'orateur a raison, la gauche jure qu'il a tort ; tirez-vous de là, si vous pouvez ; ce n'est pas dans les assemblées parlementaires qu'on écrit l'histoire.

M. Paul de Cassagnac reproche amèrement aux républicains la peur que le moindre désordre leur inspire, et paraphrase avec éloquence le fameux vers de Juvénal :

Quis tulit Gracchos de seditio querentes

« Vous nous accusez, vous, faiseurs de barricades, que n'avez escaladé le pouvoir qu'en vous hissant sur des pavés ! » Et, en même temps, il leur adresse des

menaces dont l'inanité bientôt trentenaire provoque chez eux un peu d'ironie ; mais c'est surtout la fin de son discours sur l'armée et sur l'affaire qui est à retenir. Elle touche à la grosse question du jour, soulevée par une note de l'Agence Havas qu'on vient d'afficher dans les couloirs de la Chambre, la question des sanctions et des responsabilités :

M. Paul de Cassagnac. — Le pays vous condamne pour votre rôle à l'égard de l'armée. (Applaudissements à droite.)

J'attendais tout à l'heure la fin des explications de M. le président du Conseil ; sans doute, il a gardé un post-scriptum ; car on parle d'arrestations, de comparutions devant la Haute Cour, de mises en réforme. M. le président du Conseil n'en a rien dit ici : il faut qu'il parle ; il ne faut pas qu'il attende notre départ.

La malheureuse affaire qui a coupé le pays en deux, c'est le gouvernement qui l'a créée ; quoi qu'il fasse, l'affaire pèse lourdement sur ses épaules.

On affirme qu'un des ministres, celui qui l'a ouverte, serait traduit devant un Tribunal ; je ne me chargerai pas de le défendre (Exclamations ironiques à l'extrême gauche) ; mais est-ce bien à M. Dupuy, qui se prétend brave, à commettre cette lâcheté de livrer à la justice son ancien collègue dans le ministère de 1894 ?

M. le président du Conseil. — Les résolutions qu'a dû prendre le gouvernement indiquent un certain courage de la part du Conseil des ministres et de la part de son président.

M. de Cassagnac. — Il faut un triste courage pour livrer l'ancien ministre de la guerre, qui vous a tout communiqué, dont vous êtes le complice. (Très bien ! très bien ! à droite.)

C'est peut-être une violation de cette fiction qui s'appelle la solidarité ministérielle : c'est surtout une lâcheté.

Mais vivement fermes-nous ces cercles, en laissant ouvertes les tavernes révolutionnaires ; la République est sur la pente qui mène à l'abîme.

Qu'un homme arrive du fond du Nil ou de Madagascar, un frémissement passe sur la France. Lisez dans le regard inquiet de la nation qui se tourne vers ces hommes : vous y verrez briller l'enthousiasme patriotique qui réclame un homme. La France ne veut plus de la République ; elle réclame un homme qui incarne le relèvement national. (Vifs applaudissements à droite.)

Un homme ! un homme ! Et Diogène allume en vain sa lanterne ! Après le discours de M. Paul de Cassagnac, M. Charles Bernard voudrait bien dire encore quelque mot désagréable à M. Loubet ; mais la Chambre en a assez ; elle vote la clôture, et les ordres du jour défilent, au nombre de sept ou huit.

Il y en a un de M. Méline qui fait sensation. L'ancien président du Conseil s'y exprime ainsi :

La Chambre, fustigeant les actes de violence inqualifiables commis à Auteuil, et estimant que l'intérêt supérieur de la République commande la défense des institutions qui font sa force, du chef de l'Etat, de la magistrature, de l'armée, et comptant sur la fermeté du gouvernement pour imposer à tous le respect des lois, passe à l'ordre du jour. (Très bien ! très bien !)

On comprend, sans que j'aie besoin d'y insister, l'importance, un peu rétrospective, que donne à cette rédaction le nom de son auteur. La gauche radicale y répond par un ordre du jour dans lequel M. de La Porte demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour sauver la République ; c'est le *caveat consulis* des Romains. M. Millerand présente un texte encore plus énergique et enfin, l'homme des ordres du jour ministériels, M. Nérón Bancel, réclame simplement une approbation explicite des déclarations du gouvernement. — « J'accepte l'ordre du jour de M. Nérón ! » dit M. Charles Dupuy. — « Par-



bleu! interromp M. Cunéo d'Ornano, c'est un Empereur! » et un rire général détonne sur peu les esprits.

Plusieurs députés demandent à expliquer leur vote. M. Charles Bernard lance enfin la flèche, un peu lourde, qu'il destinait à M. Loubet. Le prince d'Arenberg flétrit — comme l'ont fait d'ailleurs tous les rédacteurs d'ordre du jour — les auteurs de l'inqualifiable attentat d'Auteuil. M. le comte de Mun se plaint qu'on ait arrêté des gens qui n'ont commis d'autre crime que de crier : « Vive l'armée! » — On a arrêté, lui répond M. Dupuy, tous ceux qui poussaient au désordre et au tumulte! M. Cochon demande des explications sur les poursuites éventuelles dirigées contre le général Mercier. M. Dupuy, toujours sur la brèche, explique à M. Cochon que son devoir lui ordonnait de saisir la Chambre, et M. Cochon réplique :

**M. Denys Cochon.** — Je suis d'autant plus surpris de la mesure prise par le gouvernement, que, ainsi qu'il l'a fait observer avant moi, on ne peut croire qu'une affaire si énorme, dont on pouvait prévoir les conséquences lorsqu'elle a commencé, n'ait pas été discutée dans le Conseil des ministres d'alors. (Très bien! très bien!) Et des lors, comment ces ministres peuvent-ils poursuivre leur ancien collègue sans même attendre le jugement final. (Très bien! très bien! à droite.)

Ces poursuites, le moment n'était pas venu de les tenter; vous l'avez bien senti vous-même, qu'au moment où vous demandiez de voter un ordre du jour affirmant le respect de la magistrature et cette question et celle que vous soulevez. Si vous croyez qu'il y a connexité, établissez-le. (Très bien! très bien!)

**M. le président du Conseil.** — M. le président de la Chambre a la lettre entre les mains. (Très bien! très bien!)

J'ai été interpellé sur les incidents d'Auteuil et sur leurs conséquences politiques. Il n'y avait pas de connexité entre cette question et celle que vous soulevez. Si vous croyez qu'il y a connexité, établissez-le. (Très bien! très bien!)

**M. Denys Cochon.** — Les derniers actes du gouvernement consistent à frapper un ancien ministre de la guerre et le général Roget. **M. Camille Krantz,** ministre de la guerre. — Il n'est aucunement question du général Roget.

**M. Denys Cochon.** — Je m'en tiens donc au premier de ces actes. Pendant que, dans les couloirs, on affiche la mesure qui frappe votre ancien collègue M. le général Mercier, vous nous demandez un vote de confiance. Je vous le refuse. (Applaudissements à droite.)

Bref, on vote, et l'ordre du jour de M. Néron-Bancel, accepté par le gouvernement, obtient la priorité à la majorité de 368 voix contre 198, et il est définitivement adopté, au fond, par 338 voix contre 173. Mais ne croyez pas que ce soit fini! La première bataille est terminée, la seconde commence.

Elle va se livrer sur le dos du général Mercier. C'est le président, M. Paul Deschanel, qui en trace, pour ainsi dire, le plan et les limites en donnant lecture à la Chambre d'une lettre qu'il vient de recevoir :

**M. le président.** — J'ai reçu de M. le garde des sceaux la lettre suivante :

« Monsieur le président, l'arrêt des Chambres réunies de la Cour de cassation du samedi 3 juin 1899 renferme le paragraphe suivant :

« Sur le moyen tiré de ce que la pièce se-  
« crée : « Ce canaille de D... aurait été  
« munie au Conseil de guerre :  
« Attendu que cette communication est  
« prouvée à la fois par la déposition du Prési-  
« dent Casimir-Perier et par celles des géné-  
« raux Mercier et de Boissière eux-mêmes ;  
« Que d'une part, le président Casimir-  
« Perier a déclaré tenir du général Mercier  
« qu'on avait mis sous les yeux du Conseil de  
« guerre la pièce contenant les mots : « Ce ca-  
« naille de D... » regardés alors comme dési-  
« gnant Dreyfus.  
« Que, d'autre part, les généraux Mercier  
« et de Boissière, invités à dire s'ils savaient  
« que la communication avait eu lieu, ont  
« refusé de répondre et qu'ils l'ont ainsi re-  
« connu implicitement.  
« Le fait dont l'existence est ainsi constaté  
« à la charge d'un ancien ministre de la guerre,  
« par l'arrêt de la Cour, paraît tomber sous le  
« coup des articles 114 et suivants du Code  
« pénal.  
« D'autre part, l'article 12 de la loi constitu-  
« tionnelle du 16 juillet 1875, dispose, para-  
« graphe 2, que : « Les ministres peuvent être  
« mis en accusation par la Chambre des  
« députés, pour crimes commis dans l'exer-  
« cice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont  
« jugés par le Sénat ».  
« Dans ces conditions, le gouvernement a  
« l'honneur de vous demander de saisir la  
« Chambre, à laquelle il appartient, conformé-  
« ment à l'article 12 susvisé, de décider s'il y a  
« lieu à renvoi devant le Sénat.  
« Veuillez agréer, etc.  
« Le garde des sceaux, ministre de  
« la Justice,  
« Signé : Georges LEBRET. »

La lettre de M. le garde des sceaux sera im-  
primée, distribuée et renvoyée aux bureaux.

Immédiatement M. Ribot monte à la tribune et proteste, applaudi par une partie de la Chambre qui, visiblement, constituée déjà une majorité. Il assure qu'en provoquant la mise en accusation d'un ministre, le gouvernement a empiété sur les prérogatives de la Cham-  
bre, qui seule a le droit de mettre les ministres en accusation.

L'intervention de M. Ribot irrite les radicaux et les socialistes : « Monsieur Ribot, c'est la trahison pour le porte-  
feuille! » lui crie M. Sembat. M. Deschanel rappelle à l'ordre M. Sembat; M. Ribot se défend des visées ambitieuses qu'on lui prête, et supplie la Chambre de ne pas agir précipitamment, de se donner le temps de la réflexion.

C'est bien inutile, car il suffit de voir, dans la majorité, l'endroit où se fait la coupure pour être convaincu que le gé-  
néral Mercier obtiendra un sursis. M. Millerand raille M. Ribot :

**M. Millerand.** — La question posée à la Chambre par la lettre de M. le garde des sceaux est celle-ci : « Convient-il de mettre en accusation M. le général Mercier, ancien ministre de la guerre? Que propose M. Ribot? Il vous dit : « Ne répondez pas; réfugiez-vous dans l'abstention! » (Interjections. — Très bien! très bien! à l'extrême gauche.)

**M. Ribot.** — Je dis : « Prenez vos responsabilités! » (Bruit.)

**M. Marcel Habert,** qui interrompt au milieu du bruit, est rappelé à l'ordre.

**M. Millerand.** — Je suis enchanté que M. Ribot vous pose avec toute la précision possible, cette question. Prenez vos responsabilités. Qui, en ce moment, la Chambre a une responsabilité à prendre, celle de la lettre de M. le garde des sceaux pose devant elle et à laquelle il n'est pas possible qu'elle se dérobe par un refus de répondre. (Applaudissements à gauche.)

M. Lasies demande au garde des sceaux s'il considère comme régulière la procé-  
dure indiquée par le gouvernement : — « Apparemment, répond M. Lebreton, puis-  
que la loi le propose! » Sur quoi M. Lasies lui reproche de supprimer le principal

témoin du second procès Dreyfus. Mais alors une immense clameur de gauche couvre la voix de M. Lasies : « Et Pic-  
quart! et Picquart! » n'était-il pas aussi le principal témoin? Il est clair que cette remarque est gênante. M. Lasies y oppose une malédiction terrible : « Vous succomberez sous le poids d'une mau-  
vaise action! » — Et Picquart! Et Dreyfus! » répètent en chœur les députés de la gauche.

Malheureusement pour les défenseurs du général Mercier, l'objection porte ; c'est le *hodie mihi, cras tibi* des Girondins. Le général trouve un avocat inat-  
tendu dans la personne de M. Pourquerey de Boissière qui plaide « la forme » et qui d'ailleurs aime assez ces interven-  
tions originales et séparatistes. On lui lance à gauche quelques violentes récri-  
minations ; encore un peu, on le décréterait de trahison comme M. Ribot qui a soutenu la même thèse.

Une réfutation vaut mieux que des in-  
jures. M. Viviani s'empresse d'y pour-  
voir et prononce un substantiel réquisi-  
toire dans lequel il condense, avec sa lo-  
gique habituelle, les griefs déjà établis, suivant lui, contre le général Mercier. Ce discours est long et serré. Une analyse n'en donnerait qu'une idée imparfaite et une pâle image. Mieux vaut vous ren-  
voyer au *Journal officiel*. Ce qui est cer-  
tain, c'est que tous les amateurs de vin-  
dictes et de représailles vont s'en empa-  
rer et le découper en tranches pour en accabler l'ancien ministre de la guerre : « Il faut empêcher à jamais le retour de crimes contre lesquels proteste la cons-  
cience publique! » s'est écrié M. Viviani en descendant de la tribune.

M. Lasies a opposé — on s'y attendait — à la demande de poursuites contre le général Mercier une demande de mise en accusation contre M. Charles Dupuy, ministre dans le même cabinet. On a plutôt ri que tremblé. M. de Mahy, le bon M. de Mahy a repoussé avec la même indignation la proposition de M. Viviani et celle de M. Lasies. Il veut qu'on laisse également tranquilles M. Mercier et M. Dupuy ; il proteste contre l'ère des proscriptions, dès maintenant ouverte et inaugurée.

Enfin, la mansuétude a triomphé. La Chambre a voté le sursis. Elle a dé-  
cidé, sur un texte présenté par M. Pour-  
querey de Boissière, qu'elle ajournerait l'examen de la demande de poursuites, « pour laisser au Conseil de guerre de Rennes sa complète liberté ».

239 voix contre 238 ont ainsi opté pour la clémence provisoire. En revanche, M. Marcel Sembat a obtenu de haute lutte, par 307 voix contre 212, l'affichage de l'arrêt de la Cour de cassation dans toutes les communes de France. Il y produira un certain effet. M. Trannoy, député de Péronne, habilement mieux inspiré, avait combattu cette tardive mesure de réparation et de justice. Elle a donné lieu à un incident presque dra-  
matique entre MM. Jourde, Cavaignac et Brisson :

**M. le président.** — Je suis saisi d'une proposition de M. Massabau ainsi conçue :

« Il sera sursis à statuer sur l'affichage de l'arrêt de la Cour de cassation jusqu'après le jugement du Conseil de guerre. »

**M. Jourde.** — Je suis de ceux qui ont voté l'affichage du discours de M. Cavaignac ; j'en ai éprouvé de vifs regrets ; aussi je viens au-  
jourd'hui remplir un devoir.

En politique toutes les fautes se payent. Je ne recherche pas s'il est juridique ou non de voter l'affichage de l'arrêt de la Cour de cas-  
sation. Je regrette seulement que celui qui m'a entraîné dans cet acte de réparation, l'honorable ancien ministre de la guerre, ne m'ait pas précédé.

**M. Cavaignac.** — Je ne vous ai pas pré-  
cédé, parce que j'ai pu — et vous savez à quel point je m'en félicite — réparer moi-  
même de la façon la plus efficace et la plus complète l'erreur que j'avais commise, en la découvrant, en la faisant avouer avec quel-  
que difficulté à son auteur, et en la réparant. (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

**M. Henri Brisson.** — Je demande la pa-  
role. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.) Ayant été président du Conseil dans le cabinet dont M. Cavaignac était membre et qui a eu le malheur de faire afficher un discours où étaient énoncés des fautes, je demande aujourd'hui l'affichage de l'arrêt de la Cour de cassation. (Applaudissements répétés sur les mêmes bancs.)

**M. Jourde.** — Je n'ai pas à rechercher si l'affichage est juridique ou non. Il me suffit de penser que j'ai pu causer un préjudice qui aurait pu être irréparable, pour que, dans la mesure de mes forces, j'essaie de le réparer.

J'ai contribué à faire afficher, sur les murs des 36,000 communes le discours de M. Cavaignac, dont la honte fut, celle sans dire, éternelle ; il faut qu'à côté soit affiché l'arrêt de la Cour de cassation. (Très bien! très bien! sur un grand nombre de bancs.)

**M. le président du Conseil.** — Le gouver-  
nement ne fait pas d'opposition à la proposi-  
tion d'affichage. (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)

A la majorité de 314 voix contre 245 sur 559 votants, la proposition d'ajournement n'est pas adoptée. (Applaudissements à gauche.)

A la majorité de 307 voix contre 212 sur 519 votants, la proposition de M. Sembat est adoptée. L'affichage est ordonné. (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)

M. Brisson a recueilli en cette circons-  
tance le bénéfice moral du devoir coura-  
geusement accompli. Avec trois mots, simplement dits, il a été un des héros, un des victorieux de la journée.

Journée que nous ne pouvons pas marquer d'un caillou noir, car elle a, sur deux points cardinaux, répondu à notre opinion et confirmé nos espérances. Le renvoi aux calendes grecques du procès qu'on veut faire au général Mercier rentre assez bien dans notre politique de l'éponge, et d'autre part l'affichage de l'arrêt de la Cour dans toute la France donne une satisfaction légitime à notre politique de réparation et de justice. Nous avons voulu le salut de l'innocent, nous ne voulons pas la mort du pécheur.

**Pas-Perdus.**

**Autour des Chambres**

Dans les couloirs. — L'Adresse à M. Loubet. — Ce que disent les sénateurs. — L'expulsion de M. de Larentyaye.

Même aux jours les plus tumultueux du boulangisme, les couloirs de la Cham-  
bre n'étaient pas aussi animés. C'est une immense clameur, que dominent par in-  
stants des voix de solistes dont l'éclatant faussement perce à travers cette orageuse symphonie. Partout des groupes et, dans chacun d'eux, des orateurs font rage ou merville.

Beaucoup critiquent, blâment le gouver-  
nement; peu le défendent. On s'entend très vite compte, lorsqu'on les écoute,

que M. Charles Dupuy n'est plus très po-  
pulaire au Palais-Bourbon.

Les plus indulgents lui reprochent de ne marcher que l'épée dans les reins et de n'agir que lorsqu'un châtiement est à craindre ; sans cette terreur salutaire, il assisterait impassible, spectateur peut-être amusé, aux plus stupéfiantes entre-  
prises. S'il n'existait un étrange écart entre les paroles et les actes, les opinions des couloirs et les scrutins des séances, le président du Conseil aurait déjà cédé la place à un autre ; il ne vit que toléré par une majorité d'adversaires. Les uns désirent qu'il achève la liquidation de l'Affaire et de ses annexes ; les autres paillardent et tremblent devant le spectre d'un ne sait quel ministère radical. Ces timides appartiennent tous au groupe progressiste.

Les mécontents s'étonnent qu'on ait cru devoir attendre jusqu'au lendemain des manifestations d'Auteuil pour rem-  
placer M. l'avocat général Loubet et renvoyer devant le Conseil supérieur de la magistrature M. le conseiller Tardif. Ils rappellent que, ces jours derniers, M. Charles Dupuy disait aux chefs des groupes républicains : « Je me refuse à toute mesure de rigueur contre ces deux magistrats, dont les prochaines ex-  
plications ne peuvent manquer de satis-  
faire les plus exigeants. » Mais il a, une fois de plus, changé son fusil d'épaule.

Toujours ennemi des demi-mesures, M. Pelletan déclare dans un groupe : « Je demande la mise en accusation de M. Charles Dupuy, autrement dange-  
reux et coupable que le général Mercier, car il favorise, s'il ne le provoque pas, les insultes et les outrages au Président de la République. » D'autres, venant à la rescousse, ajoutent : « Oui, le gouverne-  
ment a connu dès samedi tout ce qu'on organisait pour dimanche et, s'il a feint de l'ignorer, c'était pour ne pas prendre les mesures nécessaires. »

On fait remarquer que, quatre fois président du Conseil, M. Dupuy a déjà eu trois Présidents de la République tous sous lui, et qu'il serait peut-être prudent de ne pas lui permettre de compléter ce macabre quadrille. Avec ce diable d'homme, les agents de police rendraient des points aux légendaires carabiniers d'Offenbach ; ils passent leur temps à ar-  
river trop tard. Quant à leur chef, l'abus décadent du droit que s'arro-  
gent les préfets de police d'ignorer tout, jusqu'aux secrets de polichinelle. Après les scènes tumultueuses qui suivirent le Congrès, hélas! mais après l'échauffourée d'Auteuil, hola!

Pendant que ces propos s'échangent, les groupes se réunissent, puis se sépa-  
rent sans avoir pris aucune décision et, en sortant de leurs parties, les députés républicains signent en masse cette adresse au Président de la République, rédigée par MM. Poincaré, Doumergue et Viviani :

« Les députés soussignés adressent à M. le Président de la République l'expression de leur respectueuse sympathie et de leur absolu dévouement aux institutions républicaines. »

Les sénateurs venus au Palais-Bourbon se montrent plus sévères et beau-  
coup plus résolu que les députés. Convaincus qu'on ne saurait plus avoir confiance en M. Charles Dupuy, ils en-  
tendent le remplacer sur l'heure par un plus digne et traitent de haut en bas les temporisateurs.

Ils nous apprennent que M. Joseph Fabre déposera aujourd'hui même, sur le bureau du Sénat, une proposition de loi tendant à replacer les journaux sous la juridiction de droit commun en ce qui concerne les délits d'injure, d'outrage ou de diffamation, à raison de leur fonction ou de leur qualité, contre des per-  
sonnes chargées d'un service ou d'un mandat public. Ces délits seraient défrayés aux Tribunaux correctionnels, mais en laissant aux accusés le droit de faire la preuve.

Les membres de la Chambre haute pa-  
raissent accueillir avec faveur cette pro-  
position ; mais ils inclinent surtout à punir sévèrement les injures et les ou-  
trages au Président de la République en les soumettant à la même juridiction et aux mêmes pénalités que les injures et les outrages aux souverains étrangers.

Enfin, deux heures sonnent, les cou-  
loirs se vidant lentement, le bruit se calme, tombe, s'éteint.

Ce n'est qu'un entr'acte. Bientôt, la cohue parlementaire envahit une fois encore le salon de la Paix qui, rarement, mérita moins son nom.

C'est à M. de Larentyaye que nous de-  
vons ce petit intermède. Celui-ci est un de ces demi-muets qui pensent certaine-  
ment que le silence est d'or, mais négli-  
gent le dire ; il a fait hier ses débuts et son coup d'essai vaut un coup de maître ; avec une demi-douzaine de phrases courtes et violentes, il a obtenu la cen-  
sure et l'exclusion temporaire.

Fidèle à la tradition, M. de Larentyaye a refusé de sortir. Ses amis, autour de lui rangés, ont tenu tête aux questeurs qui l'invitaient à quitter la salle, et il a fallu faire donner la garde. M. de Larentyaye et son groupe ont alors battu en retraite, escortés par les maîtres applaudisse-  
ments de la droite et les cris singulière-  
ment plus nombreux de : « Vive Loubet! Vive la République! »

Cette petite scène de violence est en quelque sorte devenue obligatoire, de-  
puis le jour où M. de Baudry-d'Asson a renoué une tradition interrompue depuis l'historique expulsion de Manuel :

Vicente de Foucault lorsque vous empoignâtes l'honnête Manuel de vos mains aversées...

Le Foucault de 1899 est le colonel com-  
mandant la garde parlementaire. Il est venu à la tête de ses hommes et M. de Larentyaye, qui, cinq minutes auparavant, refusait avec obstination d'écouter les sages conseils de M. le prince d'Hé-  
nin, s'est rendu à sa première sommation.

De même que les amis de Manuel s'é-  
criaient : « Expulsez-nous! nous sommes tous Manuel! », les amis de M. de Larentyaye disaient dans les couloirs : « Nous sommes tous des Larentyaye ; il faudra qu'on nous expulse comme lui et après lui. » Cette héroïque résolution présa-  
geait bien des orages ; par bonheur, quel-  
ques sages ont su faire entendre raison à ces enragés.

Il suffit de lire le compte rendu de la séance pour comprendre que la journée d'hier n'est pas bonne pour le président du Conseil. On semble croire que ce mi-  
nistre, gravement atteint, pourrait bien recevoir le coup de grâce au Luxem-  
bourg. Les sénateurs sont fort montés contre sa politique ondoiyante et diverse ; ils sont surtout très sensibles aux ou-  
trages contre leur ancien président M. Lou-

bet. Ils entendent qu'on le couvre, qu'on le défende et, à tort ou à raison, ils soup-  
çonnent, ils accusent M. Charles Dupuy d'indifférence et de mollesse, et même de quelque chose de plus.

Paul Bosq.

## NOTES D'UN PARISIEN

Tout n'est qu'ironie en ce bas monde. Une conférence est, en ce moment-ci, réunie à La Haye, pour traiter de la question du désarmement. Un beau jour, les nations se sont avisées qu'elles avaient peut-être mieux à faire qu'à s'entre-tuer, et chacune d'elles a nommé des délégués qui recherchent, avec la plus entière bonne foi, et sans doute aussi, avec un peu de scepticisme, les meilleurs moyens de main-  
tenir la paix entre les hommes.

Déjà même, on annonce que la confé-  
rence aurait obtenu quelques résultats sa-  
tisfaisants. Non pas encore des résultats très pratiques, puisqu'elle vient à peine de se réunir. Mais enfin, les délégués ont échangé des vues ; ils ont aussi échangé des diners ; ils paraissent d'accord sur certains points essentiels. Tout va donc bien, et ce serait le moment d'entamer le vieux refrain sur « les peuples qui sont aujour-  
d'hui des frères. » C'est en 1848 qu'on chantait cette chanson-là. Il y a eu, depuis, quelques guerres. Et tout semble indiquer qu'il pourrait bien s'en produire encore.

Juste à l'heure, en effet, où la confé-  
rence est plongée dans ses travaux, une dépêche de New-York annonce que le ministre de la guerre, aux Etats-Unis, vient de faire expédier un nouvel appareil pour les combats sur mer. Il s'agit probablement de savoir comment on pourra perfectionner encore les moyens de se détruire. Il paraît que les résultats de ces expériences sont concluants, et l'on s'en montre absolument ravi en Amé-  
rique. La paix et la guerre sont ainsi menées de front. On fait d'un côté de beaux discours pour le désarmement ; on pour-  
suit, de l'autre, les expériences des plus belles. *Sic ut erat, sic erit bellum*, disaient les anciens, et il est visible qu'il tra-  
versera les âges les choses n'ont pas changé d'un iota. Ce sont les vieux proverbes qui ont toujours raison...

E.

## AVIS DIVERS

### ASSURANCES SUR LA VIE

Le compte rendu détaillé des opérations de la COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES SUR LA VIE, pendant l'exercice 1898, vient d'être publié, conformément aux prescrip-  
tions ministérielles.

Il résulte de ce document que le nombre des contrats de cette Compagnie, en cours au 31 décembre dernier, était de 102,983, assurant 890 millions 750,000 francs de capitaux, et 37 millions 500,000 francs de rentes viagères — et qu'à la même date son fonds de garantie était de 742 millions 400,000 francs, entièrement réalisés, et dépassant de plus de 250 millions celui de toute autre Compagnie française similaire.

LA COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES SUR LA VIE envoie gratuitement les Notices et Tarifs de ses opérations à toute personne qui en fait la demande, soit au Siège social, à Paris, 87, rue de Richelieu, soit à ses agents dans les départements.

CHEVEUX BLANCS reprennent nuance primitive, en une seule application, avec la BAUME DE CANADA, nouvelle, de la Parfumerie Eclair, 35, r. du 4-Septembre, 6 fr., mandat 6 fr. 85. — Indiquer nuance.

EAU DE LIANCOURT, 15 cent. la bouteille.

GUÉRISON CERTAINE, soulagement immédiat des Rhumes, Toux, Bronchites, par le SIROP et la PATE PECTORALE au

BAUME DU CANADA

Le flacon de Sirop, 3 francs.

La boîte de Pâte, 0 fr. 90.

PHARMACIE NORMALE, 47 et 49, rue Drouot, 45 et 47, rue de Provence, Paris.

EN FAISANT REPONDER, en brunissant vos

lunettes avec soin, la Sève soignée, de la Parfumerie Ninon, 31 rue du 4-Septem-  
bre, donne à vos yeux, des regards de feu.

## Nouvelles Diverses

### LES DRAMES PASSIONNELS

Les drames passionnels deviennent de plus en plus fréquents depuis quelque temps. En voici encore un qui a mis en émoi tout Vin-  
cennes.

Rue de Paris, 45, est un débit de vins tenu par Mlle Lebergy. Cette demoiselle avait à son service une jeune fille de vingt et un ans, Marie Jalot, qui, depuis quelque temps, avait des relations avec un nommé Albert Petitdemange, dessinateur, du même âge qu'elle, demeurant, rue de la Vierge, 10.

Petitdemange, très jaloux, faisait à sa maîtresse de violentes scènes. Il voulait qu'elle quittât son emploi, où selon lui, elle voyait trop de monde, pour venir habiter avec lui. Elle refusait.

Dimanche soir, il la somma de se décider. Fatiguée, elle lui déclara que non seulement elle ne le suivrait pas, mais qu'elle allait rompre toutes relations avec lui.

« C'est bien, dit-il, tu auras de mes nouvelles! »

Hier matin, à huit heures, il revenait. Marie Jalot était au comptoir, en train d'essuyer des verres. Il se dirigea vers elle, son revolver à la main et fit feu. Atteinte d'une balle à la tête, la jeune fille s'affaissa. Le meurtrier, tournant alors l'arme contre lui-même, se tira une balle dans la bouche.

Au bruit des détonations, des passants en-  
trèrent dans le débit et trouvèrent Petitdemange et Marie Jalot sans connaissance. Comme ils respiraient encore, on fit deman-  
der une voiture des Ambulances urbaines, qui les transporta à l'hôpital Saint-Antoine.

Leur état à tous deux est très grave.

Un bicycliste qui passait hier matin à huit heures sur le boulevard du Palais, en face du Préfet de police, est allé se jeter dans un tramway.

Le choc l'a jeté à terre et il s'est fait à la tête une affreuse blessure. Transporté dans une pharmacie, le malheureux est mort sans avoir repris connaissance.

Les papiers trouvés sur lui ont fait savoir qu'il se nommait Emile Pen et était machi-  
niste au théâtre Sarah-Bernhardt. Le corps a été ramené au domicile, 10, rue Saint-Ger-  
mai-Auxerrois.

### LES CAFÉS CARVALHO

Pour être véritablement apprécié, le café doit être scrupuleusement choisi et savamment torréfié, afin que ses arômes délicieux se dégagent. Les cafés Carvalho réalisent tous ces desiderata ; livrés en boîtes cachetées chez les bons épiciers et 85, rue Turbigo, 26, rue Cadet, 51, rue du Bac, etc., ils sont destinés à être goûtés par les amateurs. Bien exiger le nom, la marque et la signature sur chaque boîte.

Un éboulement s'est produit hier matin, à huit heures et quart, 37, rue des Petites-Ecuries, dans une maison en construction.

Deux ouvriers ont été grièvement blessés. Ce sont les nommés Joseph Daumay, âgé de trente-trois ans, et Guillaume Lecoq, âgé de trente-trois ans. Ils ont été transportés à l'hôpital Lariboisière.

Jean de Paris.

Mémoire. — Un charbonnier, Louis Romieux, a tenté de se suicider dans son logement, rue de Condé. Il a été transporté à l'hôpital Lariboisière.

J. de P.

## LA HERNIE

Dans une très intéressante communication qu'il a récemment faite à l'Académie de médecine, le savant docteur championnière indi-  
quait la bicyclette comme le moyen curatif de la hernie. Mais il ajoutait, avec sa haute compétence en la matière, que, pour atteindre ce résultat, il fallait faire de ce sport un exercice modéré, sans fatigue aucune, et porter constamment un bon bandage qui maintiendrait la tumeur d'une façon parfaite, sans occasionner aucune gêne.

L'appareil herniaire le plus parfait que l'art médical nous ait donné jusqu'à ce jour, celui qui, j'ose le dire, ait, après des expériences concluantes, comblé tous les desiderata et qui puisse être recommandé aux hernieux de tous âges, c'est le nouveau bandage Clavierie, pneumatique et sans ressort.

Cet appareil, unique en son genre, est la simplicité même ; il se compose d'une pelote en caoutchouc gonflée d'air, c'est-à-dire pneu-  
matique, et d'une ceinture en tissu élastique. Il est donc sans ressort et facilement sup-  
porté, même par les épidermes les plus déli-  
cates.

Il maintient toutes les hernies quelles qu'elles soient et peut-être porté nuit et jour sans se déplacer et sans occasionner aucune gêne. Une fois appliqué, il est absolument invisible et imperceptible au toucher. Avec lui, le malade peut travailler, faire des sports et vaquer à ses occupations comme s'il n'avait rien ; il ne souffre plus, il est tranquille, il est sûr de lui.

Cette nouvelle invention est donc la perfec-  
tion de l'appareil herniaire et la seule qui puisse arriver à la guérison sans opération. Aussi va-t-elle faire disparaître rapidement ces affreux cercles de fer ou d'acier dont les malheureux hernieux étaient obligés de s'en-  
tourer le corps et qui étaient pour eux plutôt des instruments de torture que des appareils de soulagement.

La brochure si intéressante sur la hernie où se trouve décrit et représenté ce nouveau bandage avec son mode d'application est envoyée gratis et franco à toutes les personnes qui la demandent à son auteur, M. Clavierie, 234, faubourg Saint-Martin, à Paris.

Dr CLAVIERIE.

## Figaro à la Bourse

Lundi 5 juin.

La Bourse est tellement blâsée sur les inci-  
dents de toute nature qui, depuis longtemps déjà, surgissent à tout bout de champ, qu'elle n'a, au début de cette séance, montré que peu d'émotion à propos de ce qui s'est passé hier à Auteuil. C'est à peine si les tenants du commencement ont été tentés d'une in-  
décision qui a



## COURRIER DES THÉÂTRES

Aujourd'hui, à une heure et demie, au théâtre de la République, répétition générale pour la presse, du *Roi des Gansons*.

Ce soir, mardi, au Nouveau-Théâtre, première et unique représentation du *Jouy*, pièce en trois actes, de M. Lucien Mayrargue.

Distribution :  
 Louis Silice MM. Mitrecoy  
 Marcel Almerai Pollet  
 René des Janick Mercier  
 Paul Félal Rolland  
 Chalois Dérac  
 Robert des Janick Avenier  
 Gobenbourg Paterson  
 Dolebois Olivet  
 Henriette Mmes Rogers  
 Alice Félal Jane Fontaine  
 Diane de Fontaines Hedwige Moore  
 Manzanilla

Le jour même où, pour le 25<sup>e</sup> anniversaire de Corneille, la Comédie-Française répétait *Polyeucte*, une amie et collaboratrice de Rachel, Mlle Allard, apportait à M. Jules Garette trois souvenirs précieux de la grande tragédienne qu'elle donne au Théâtre-Français.

C'est : 1<sup>o</sup> un bracelet porté par Rachel dans *Horace*; 2<sup>o</sup> le bandeau de Phédre; 3<sup>o</sup> le costume de Rachel dans le rôle de Pauline de *Polyeucte*. C'est un costume rose brodé de laine blanche.

Mlle Garette a l'intention d'exposer toutes ces reliques en 1900.

On avait répété avant *Polyeucte* l'opéra de M. Tancrède Martel, où Mlle Sévigny porte la perruque blonde de Mme de Sévigné et M. Delaunay, qui est peintre, s'est fait exactement la tête de Pierre Corneille.

A l'Opéra-Comique :  
 M. Albert Carré vient de recevoir *Myrtil*, conte musical en deux parties, poème de MM. Ernest Garnier et Auguste Villery, musique de M. Ernest Garnier.

Mercredi prochain, on donnera *Manon*. Samedi, on jouera *Cavalleria rusticana* et *La Dame blanche*. C'est Mme de Nuovina qui chantera le rôle de Santuzza.

Dimanche prochain il n'y a pas de matinée en raison du Grand Prix de Paris, et le soir *Mignon* sera donné en représentation populaire à prix réduits.

Au Conservatoire :  
 Aujourd'hui mardi, à neuf heures du matin, examen des classes de M. Viseur (contrebasse), Laforge (alto), Delsart et Rabaud (violoncelle).

Voici les résultats de l'examen de la classe d'orgue de M. Guilmant :  
 Sont admis à concourir : MM. Mulet, Jacob, Andlauer, Robineau, Fourdrain, Bizet et Holmère.

Au théâtre Sarah-Bernhardt :  
 Ce soir, dernière représentation de *Hamlet*, dont l'immense succès se trouve forcément interrompu, Mme Sarah Bernhardt partant demain matin pour Londres, où la grande tragédienne commencera, jeudi 8 juin, la série des représentations qu'elle doit y donner.

*La Bohème*, de M. Leoncavallo, sera lué demain mercredi aux artistes du Théâtre lyrique de la Renaissance, pour être répétée pendant les vacances et représentée au début de la saison prochaine.

Au même Théâtre lyrique de la Renaissance on donnera demain mercredi *Obéron*, et vendredi *Thaïs*.

Jeudi et samedi, quatrième et cinquième représentations du *Duc de Ferrare*.

Dimanche soir, le *Barbier de Séville* et *L'Enfant prodige*.

Lundi, première (à ce théâtre) de *St-Jérôme* et *Adolphe Adam*.

Aux Folies-Dramatiques :  
 Voici la distribution de *Madame Pistache*, vaudeville-opérette en 3 actes, de M. Jules Méry, musique de M. Eug. Pichera :

Pistache MM. Degeorge  
 Arthur des Epinettes Vallières  
 Muscadin Deschamps  
 Marsicot Michonny  
 Valtjoli Salinour  
 Le marquis de Vieille-Garde Constant  
 Rosemond Harment  
 Lardinouis Ducer  
 Vermoulu Collet  
 Fossebe Deshayes  
 Placide Nerville  
 Clotilde Mmes Montmain  
 Tante Catherine Marg. Duval  
 Mme Joseph Fayolle  
 Rosette Darcie  
 Hortense Rachel Rey  
 Adélaïde Deryl

Ce soir, clôture annuelle du Théâtre Antoine.

En annonçant la mort de Johann Strauss, tous les chroniqueurs énumèrent les œuvres théâtrales qu'il a produites ou omises. *La Tygane*, créée le 30 octobre 1877 sur la scène de la Renaissance (direction Victor Koning), par Emma, Berthelmer, Urban, Duchosal, Caliste, William, Mme Zulma Bouffar, Léon d'Asco (aujourd'hui comte de Lagrange), Piccolo, V. Ribes, Dianne, Doreine, etc.

La musique de *La Tygane* offrait cette particularité qu'elle n'était pas le fruit d'un seul homme, mais le résultat de la collaboration de Delacour et Victor Wilder.

De Lyon :  
 M. Simon père, représentant à Lyon de la Société des auteurs dramatiques, s'est envolé aujourd'hui dans le Rhône. On croit à un accident.

Jules Huret.

## SPECTACLES &amp; CONCERTS

AUX AMBASSADEURS : Reprise de *Yvette*, Zut pour Yvette. — Toujours en quête de nouveau, Yvette s'est mise en tête de créer cette année, au lieu de chansons détachées, une véritable petite pièce; telle est la genèse de *Zut pour Yvette*! l'ourdissime fantaisie de MM. E.-P. Lafargue et Jean Robiquet.

Le rideau se lève sur un jeu décor qui représente la loge d'Yvette. Il est minuit, le concert est terminé, l'étoile vient de quitter son home. Au mur, une forme s'agite : c'est l'affiche d'Yvette qui, ravie d'être seule enfin, descend de son cadre et vient nous conter ses misères. Son étiquette modèle l'agace; depuis trop longtemps elle est réduite au simple rôle d'affiche; voici qu'elle ambitionne la hante : devenir étoile à son tour, « dégoter la patronne en lui chupant son répertoire », et le débine commence, mêlé de couplets mordants, satiriques en diable et qu'agrément la spirituelle musique du compositeur Henri Effé.

La place nous manque pour citer tous les numéros à succès de cette charmante comédie. Notons seulement à la hâte le *Grand Chapeau*, parodie du *Petit Cochon*, la *Femme enfant*, chanson naïve que la divette souligne d'une extraordinaire mimique; le *Béton du père Simon*, idylle réaliste qui nous montre la vie des champs sous un jour tout spécial; enfin et surtout, cette fantastique *Polka des Épingles à cheveux*, blague d'opéra du genre en faveur dans les cafés-concerts de province et qui vient d'être pour Yvette l'occasion d'un triomphe aussi bruyant que justifié.

Bref, autant de numéros, autant de notes différentes. Couplets légers, couplets de satire, voire couplets patriotiques, l'artiste aborde tous les genres et, dans ces créations si diverses, le succès qu'elle remporte auprès du public des Ambassadeurs... fait croire au proverbe : « Qui trop « ambasse », mal étreint ».

Zut pour Yvette ! voilà le cri qui sera de

main populaire. Comme le public de la première qui sortait hier du concert, en fredonnant ce refrain gaulois, des demain tous les Parisiens, électrisés par la divette, vont lancer ce zut de poitrine ! — UN M. DU B.

Aujourd'hui :  
 A la Bodinière, à 8 h. : Ninon, le liseur de pensées. « Suggestion mentale et télégraphie humaine. — A 4 h. 1/2 : Conférence de M. Amelineau, explorateur : « Le Fellah de la Haute-Egypte, sa vie, ses mœurs ». Projections ordinaires et projections cinématographiques.

Le samedi aux Mathurins :  
 Aujourd'hui, à 8 heures : *La Fin d'un Flirt*, comédie en un acte, de M. Baude de Maureville, jouée par Mme Raphaële Sissot et M. Baude. Conférence de M. George Vannor sur « le Flirt ».

Mercredi, à 8 heures : *Le Pain de ménage*, comédie en un acte de M. Jules Renard, jouée par M. Tarride et Mlle Blanche Tchéou.

Jeudi, à 4 h. 1/2 : *La Revue de chez Maxim* (dernière représentation), de MM. F. Rouget et J. de Mauprey, jouée par Mlle Reine Sidy, Francine Sancy et Paul Laureste.

Vendredi, à 8 heures : *Monsieur Mystère*, drame en un acte de M. Desnar. Pièce lue et commentée par l'auteur.

Vendredi, à 4 h. 1/2 : *La Fille du roi René*, pièce en un acte, de M. Henri Hertz, adaptation française de Jacques Sabine, musique de scène de MM. Paul Jumeau, Croc-Spinelli et Raoul Laparra; *Le Droit de tuer*, drame en un acte, de Tony Ullm.

Les Mathurins restent ouverts jusqu'à la fin du mois. On peut y applaudir M. Trager, rôle dans la *Marche à l'Étoile*, les chansons de Bonnard, Danha, Meudrot, et *Qu'est-ce que tu prends pour la revue* ? etc.

Au théâtre des Capucines, les *Tribunaux comiques*, de MM. Courteline et Pierre Veder, dont on sait l'énorme succès, n'auront plus que cinq représentations. Samedi prochain, dernière représentation et dimanche clôture annuelle. Avis aux retardataires.

Dimanche soir, l'idée nous est venue de passer quelques instants au Jardin de Paris. Quelle foule ! Mais aussi quel monde élégant et comme tout s'y passe gaillardement, entre gens de bonne compagnie ! Étrangers et clubmen, les gens jolies et très jolies mondaines tout le monde semble se connaître et va vient, gentiment, sans coïncidence, dans cette aimable atmosphère de vie parisienne.

Et l'on fait un succès à toutes les originaux habillés d'épailles dans le Jardin de Paris, la crypte et la glissade, et la partie concert, avec la jolie Dèbriège dans un rôle de tout applaudi, avec, ce soir, les débuts de l'endiable Marguerite Duclerc, l'originale fantasiste dont l'exubérance est extraordinaire.

Très belle fête de nuit, en résumé, le jour du Grand Steeple. C'est le prélude de la fête de nuit de dimanche prochain, jour du Grand Prix.

On a vu beaucoup, dimanche soir, au Tréteau de Tabarin (on y rit toujours, mais, cette fois, davantage encore). Fursy avait, avec sa rapidité d'improvisation, introduit dans une de ses chansons une malicieuse allusion aux incidents d'Autueil, et l'on pense si le public s'est égayé à cette actualité servie brûlante.

A la suite du succès considérable obtenu par le premier concert de la Société des grands festivals de Paris (400 exécutants), M. Auvray a décidé d'en donner une deuxième et dernière audition, mercredi prochain, 7 juin, à deux heures, au palais du Trocadéro.

A. Mercklein.

PETITES NOUVELLES  
 Très belle soirée musicale donnée, mercredi dernier, par M. Paul Marcel, salle des Ingénieurs civils.

Succès enthousiaste pour M. et Mme Lucas, qui tous deux viennent d'être engagés à l'Opéra à de très brillantes conditions, et qui tous deux sont élèves de M. Paul Marcel.

Mme Roger-Mielos et M. Carcanade, qui prêtent leur concours à cette charmante soirée, ont transporté l'auditoire.

Après une très brillante saison, au cours de laquelle M. Marchand a varié à l'infini son programme, l'Éclairage a fermé ses portes hier soir. La réouverture aura lieu dans la deuxième quinzaine du mois d'août.

La Vie Sportive

Le TURF  
 NOTES SUR LONGCHAMPS

Je nomme dans le prix du Bois : Saint-Médard et Veston qui sont bien fragiles de jambes. Ma conviction est mince. Je verrais dans le prix de Rueil : Saint-Médard et Veston, dans le prix de Nanterre : Royal Oak; dans le prix Mackenzie-Grievie : Cognac; dans le prix de Chateaufort : Little Monarque ou Merry Boy; dans le prix de Saint-Germain : Mixture et Lamento.

COURSES AU BOIS DE BOULOGNE  
 Grand calme aujourd'hui, et je crois que ce grand calme, nous l'aurons dimanche. Un terrain de courses ne saurait changer sa destination au point de servir à la dégradation de la race humaine, substituée à l'émulation de la race chevaline. Donc, je le répète, grand calme et petits champs, programme assez monotone. L'épreuve la plus corsée a été le prix à réclamer du début, gagné par la pouliche Hélène II, de l'écurie Aumont. La représentation a continué par la victoire facile de Tuzaguet, de M. Edmond Blanc, dans le prix d'Escoville. Gygès II s'est égaré, le boulet, a été emmené dans un van; par la victoire de Fourie, transformée en walk over; Irkoutsk, son unique adversaire, s'est dérobé des le départ; par la victoire de Tricolore dans le prix de Satory, à la suite d'un match avec Epervier. Le prix d'Ibois, enfin, a réuni cinq partants et est resté au top weight Gorenflot. Mont-Saint-Jean a eu la seconde place.

Le Prix des Champs-Élysées, 4,000 fr., 1,800 mètres, a été pour Hélène II (5/4), à M. P. Aumont (A. Childs), battant Isba, à Mme Ricotti (Brookbanks), et Micoche, à M. M. Stern (le propriétaire).

À 4 h. et Brumaire ont mené devant Tip Top, les autres en peloton. Fendéne et Hélène II dernières. Avant la ligne droite Hélène II, Isba, Jade et Micoche se rapprochaient. Hélène II se détachait au pavillon pour l'emporter facilement de deux longueurs sur Isba. Micoche troisième à une longueur et demie. Pénelope quatrième à une encolure.

Durée de la course : 2' 2".  
 Pari mutuel à 40 fr. : 65 fr. Placés : Hélène II, 24 fr. 50; Isba, 44 fr.; Micoche, 24 fr. 50.

Hélène II a été réclamée par M. Grandchamp pour 7,001 francs.

Le Prix d'Escoville, 5,000 fr., 2,400 m., a été pour Tuzaguet (8/1), à M. Edmond Blanc (Barlen), battant Téméraire II, au baron de Rothschild (W. Pratt), et Vert Vert, au vicomte de Fontaine (Dud).

Vert Vert et Gygès II partaient devant Téméraire II, Puritan, Tuzaguet et Blanche. À la porte de Boulogne Gygès II était arrêté. Puritan, Téméraire II et Vert Vert entraient ensemble dans la ligne droite devant Tuzaguet, qui se détachait au pavillon pour l'emporter facilement de deux longueurs. Vert Vert troisième à deux longueurs.

Durée de la course : 2' 2".  
 Pari mutuel à 40 fr. : 52 fr. 50. Placés : Tuzaguet, 37 fr. 50; Téméraire II, 23 fr.

Le Prix du Cèdre, 12,000 fr., 2,200 m., a été pour Fourie (1/6), à M. Pasquel (Ware), battant Irkoutsk, à M. Albert Menier (French).

Irkoutsk se dérobait dès le départ. Fourie l'emportait sans lutte. Irkoutsk achevait loin derrière le parcours pour la deuxième place.

Durée de la course : 2' 22".  
 Pari mutuel à 40 fr. : 42 fr.

Le Prix de Fay, 6,000 fr., 1,400 m., a été pour Linotte (5/4), à M. de Gheest (E. Watkins), battant Washington, à M. Albert Menier (French), et Monfaucou, à M. A. Fould (Barlen).

Washington a mené devant Monfaucou et Linotte. Monfaucou fléchissait au pavillon, où Linotte venait sur Washington. Après l'effort Linotte l'emportait d'une tête. Monfaucou troisième à trois longueurs.

Durée de la course : 1' 41" 2/5.  
 Pari mutuel à 40 fr. : 23 fr.

Linotte a été réclamée par M. Roland Carter pour 30,001 fr.

Le Prix de Satory, 12,000 fr., 4,000 m., a été pour Tricolore (8/1), à M. P. Glesmann (Bridge), battant Epervier, au comte de Ganay (J. Carrat).

Epervier prenait plusieurs longueurs sur Tricolore, ce dernier venait à l'entrée de la ligne droite pour l'emporter facilement de deux longueurs.

Durée de la course : 3' 22".  
 Pari mutuel à 40 fr. : 42 fr.

Le Prix de Fay, 6,000 fr., 1,400 m., a été pour Linotte (5/4), à M. de Gheest (E. Watkins), battant Washington, à M. Albert Menier (French), et Monfaucou, à M. A. Fould (Barlen).

Washington a mené devant Monfaucou et Linotte. Monfaucou fléchissait au pavillon, où Linotte venait sur Washington. Après l'effort Linotte l'emportait d'une tête. Monfaucou troisième à trois longueurs.

Durée de la course : 1' 41" 2/5.  
 Pari mutuel à 40 fr. : 23 fr.

Linotte a été réclamée par M. Roland Carter pour 30,001 fr.

Le Prix de Satory, 12,000 fr., 4,000 m., a été pour Tricolore (8/1), à M. P. Glesmann (Bridge), battant Epervier, au comte de Ganay (J. Carrat).

Epervier prenait plusieurs longueurs sur Tricolore, ce dernier venait à l'entrée de la ligne droite pour l'emporter facilement de deux longueurs.

Durée de la course : 4' 50".  
 Pari mutuel à 40 fr. : 16 fr. 50.

Le Prix d'Ibois, 8,000 fr., 2,400 m., a été pour Gorenflot (9/4), à M. E. Deschamps (E. Watkins), battant Mont Saint Jean, à M. Jacques Hennessy (Brookbanks), et Jaffa, à M. J. Prat (Madge).

Mont Saint Jean a mené devant Gorenflot, Jaffa, Taillouhour et Gorenflot. À la porte de Boulogne Gorenflot a mené devant Mont Saint Jean. Gorenflot venait à l'entrée de la ligne droite pour l'emporter d'une longueur. Jaffa troisième à trois longueurs.

Durée de la course : 2' 30".  
 Pari mutuel à 40 fr. : 37 fr. Placés : Gorenflot, 45 fr.; Mont Saint Jean, 49 fr.

GRAND PRIX DE PARIS  
 COTE DES PARIS

5/4 Perth (offert) 25/4 Tostat (pris)  
 5/4 Velasquez (pris) 25/4 Sésara (pris)  
 5/4 Alambic III (offert) 25/4 Hamac (offert)  
 16/1 Germain (offert) 25/4 Hérès (offert)  
 20/1 Ivan IV (offert) 25/4 Pégase (offert)  
 25/1 Maurice (pris) 33/1 les autres

GRANDE COURSE DE HAIES  
 6/4 Kerym (pris)  
 Robert Milton.

AUTOMOBILISME  
 LES CONCOURS DE FIACRES

Les Parisiens voient depuis cinq jours défiler dans les rues toute une série de véhicules de types nouveaux, conduits, pour la plupart, par des personnages de marque, MM. de Chastouy-Laubert, Jeantaud, Jenatton, etc.; ce sont les voitures qui prennent part au concours de fiacres de l'Automobile Club de France.

Les parcoures dans Paris comprennent la rue de Magdebourg, la montée au Sacré-Cœur, les horribles pavés du boulevard Sévigné, c'est dire que l'on n'a pas donné aux concurrents la tâche la plus facile. Et, néanmoins, tout se passe sans anicroche, à la satisfaction des organisateurs, des concurrents et des contrôleurs.

Chaque matin, entre huit et neuf, à la porte Maillot, à l'extrémité même du boulevard Maillot, à côté de la barrière de l'Étoile, s'installe un pittoresque campement où M. Forster, président de la Commission des concours, reçoit les voitures, pointe leurs feuilles, embarque les commissaires et, après quelques bonnes paroles, les expédie à travers les embarras de Paris.

Puis, à deux heures, le même campement se réinstalle, la place reprend son animation du matin; ce sont les concours qui se déroulent, ayant effectué leurs soixante kilomètres en trois ou quatre heures, défatigant, mais, bien entendu, du temps pris par le déjeuner en cours de route.

Et bien des gens qui ne demandent qu'à remplacer leurs chevaux par un moteur moins ombrageux suivent de près ces intéressantes expériences.

Paul Moyan.

PETITES NOUVELLES  
 Automobilisme. — C'est aujourd'hui que se dispute le critérium des voitures sur le parcours de Chateaufort à Chartres et retour, soit 100 kilomètres.

Le départ sera donné en haut de la côte d'Étiampes, à deux heures.

La Société anonyme des voitures automobiles La Parisienne, 11, avenue de la Grande-Armée, a épuisé tout son stock de voitures disponibles, en raison des dernières fêtes. Elle peut livrer les nouveaux modèles 1899, ou, si l'on veut, de nombreux modèles perfectionnés.

Le rallye papiera automobile, qui a été disputé dimanche dans la forêt de Fontainebleau, a réuni 14 concurrents qui sont arrivés dans l'ordre suivant :  
 Voitures : 1. René de Knyff; 2. Leys; 3. Mas. Motocycles : 1. Cormier; 2. Caudas; 3. Chauveau.

Le parcours était d'environ 25 kilomètres.

Vélopathie. — Un match entre Miller et Muller se disputera dimanche prochain à Roubaix, sur une distance de 100 milles anglais.

Les deux concurrents seront entraînés par des tandems.

Le modèle acrotie Velldé la plus recherchée est celui qui est construit sur roues égales de 75 sur 75. Encore une innovation pratique à l'usage de la métropole et qui sera promptement adoptée par les nombreux concurrents demandant leurs machines suivant ces nouvelles données. Le type est exposé 16, rue du Quatre-Septembre, et 16, avenue de la Grande-Armée.

Le grand vainqueur d'Alexandre qui s'est couru devant un public considérable a donné les résultats suivants :  
 1. Bizio, 2. Ferrari, 3. Banker.

Zut pour Yvette. — Le Racing-Club de France vient de donner sur ses courts du bois de Boulogne son championnat double. L'équipe Yachet-Casagdi a facilement triomphé. Voici les résultats :  
 1<sup>er</sup> tour : Foucault et Collas battent Tixier et Combelard, 6-4, 6-4; Yachet et Casagdi battent Maurice Allain et Cartault, 6-4, 6-0; Gillet et Gernot battent Dégis et Pasquier, 10-12; 4-6; 6-0; Yachet et Casagdi battent Sauré et Lefèvre-Adhemard, 6-2, 6-4.

2<sup>e</sup> tour : Yachet et Casagdi battent Foucault et Collas, 6-2, 6-2; Gillet et Gernot battent Flac et Sauré, 6-2, 6-2; Yachet et Casagdi battent Gillet et Gernot, 6-2, 6-4.

P. M.

EAU D'HOUBIGANT  
 GERMANDRÉE EN POUDRE

Secrète de Beauté pour embellir le teint et lui donner l'éclat et le velouté des roses.  
 Envoyez d'expédition gratuite sur demande.  
 MIGNOT-BOUCHER, 19, r. Vivienne, Paris.

VIN CÔTE CHEVRIER  
 Contre les Maux d'Estomac et les Digestions difficiles

LIQUEUR NORMALE  
 AUX TROIS FERMENTS  
 (Pépine, Diastase et Pancréatine)  
 Flacons de 3 fr. 50; 6 fr.; 9 fr.

PHARMACIE NORMALE  
 17-19, rue Drouot. — Rue de Provence, 15-17

VIN ECALLE (Kola-Coca)  
 Sa composition d'écaille, le plus efficace, le plus agréable et le moins irritant des toniques et des stimulants. Paris, 3, rue de la Chapelle et 10, rue d'Amsterdam.

## LE REMÈDE UNIVERSEL

Dans tous les pays on mange — plus ou moins — et selon l'alimentation de chacun — qu'il y ait excès ou insuffisance — la santé est plus ou moins bonne. Heureusement qu'avec les *Gouttes de Fer Bravais* on peut rétablir l'équilibre rompu et restituer au sang les globules qui lui manquent par suite de l'insuffisance de la quantité ou de la qualité de la nourriture, et combattre ainsi l'anémie naissante.

LE PARFUM IMPERIAL NOUVEAU  
 LA PANACÉE UNIVERSELLE

On dit que le Bi-Borax Oriental sert à tout; autant dire qu'il n'est bon à rien. Telle est l'objection que font certains lecteurs.

Il convient d'y répondre une fois pour toutes, en indiquant pourquoi ce produit jouit de tant de qualités et pourquoi ces qualités sont réelles. Le Bi-Borax Oriental ou BORAX pur est à la fois un Antiseptique puissant et un adoucissant.

Comme Antiseptique, il atteint le mal dans sa racine et non seulement il enraye la décomposition commencée, mais il détruit les microbes capables de la déterminer; il est en outre inodore et sans danger, alors que certains autres antiseptiques ont un odeur insupportable ou sont des poisons violents.

Comme Adoucissant, il dissout les matières grasses et neutralise certains acides; aussi est-il depuis longtemps employé pour le blanchissage et l'empesage; il adoucit l'eau, favorise le bon fonctionnement de la peau en aidant à l'ouverture des pores, débarrasse le cuir chevelu de toute impureté; bref, c'est un agent de nettoyage parfait et qui répond à tous les besoins.

Solution très rapide. R. CHOLLET, juriconsulte, 20, rue Milton.

DIVORCES

Petites Annonces  
 La Ligne. — 6 francs.  
 Par dix insertions ou cinquante lignes dans le délai d'un mois, la Ligne. — 5 francs.

La Ligne se compose de trente-six lettres.

PLAISIRS PARISIENS  
 Programme des Théâtres

OPERA. — Relâche.  
 Mercredi 7 : *Joseph. Brisis*.  
 Vendredi 9 : *Le Prophète*.  
 Samedi 10 : *Hamlet*.

FRANÇAIS. — 8 h. 1/4. — *Le Menteur*. Deux amis; *Polyeucte*.  
 Mercredi, vendredi et samedi : *Le Torrent*.  
 Jeudi : *Le Mariage de Figaro*.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0. — *Cendrillon*.  
 Mercredi : *Manon*.  
 Jeudi et vendredi : *Cendrillon*.  
 Samedi : *L'Éclair*.

ODEON. — 8 h. 1/2. — *L'Amour quand même*; *Ma Brû*.  
 Mercredi : *Même spectacle*.

CHATELET. — 8 h. 1/4. — *La Poudre de Perlin-papin*.  
 GYMNASSE. — Clôture annuelle.  
 VAUDEVILLE. — 8 h. 1/2. — *Zaza*.

THÉÂTRE SARAH-BERNHARDT. — 8 h. 0/0. — *Hamlet*.

VARIÉTÉS. — 8 h. — *Monsieur X...*; *le Vieux Marchou*.

PALAIS-ROYAL. — 8 h. 1/4. — *Ménages parisiens*; *le Maître d'école*.

PORTES-SAINTE-MARTIN. — 8 h. 1/4. — *Plus que Reine*.  
 GAITÉ. — 8 h. 1/2. — *Les 24 heures de Claretta*.

THÉÂTRE LYRIQUE DE LA RENAISSANCE. — 8 h. 1/2. — *Martha*.  
 Mercredi : *Le Duc de Ferrare*.

AMBIGU. — 8 h. 1/2. — *La Légion étrangère*.

NOUVEAUTÉS. — 8 h. 1/2. — <



